

2023

Rapport sur le secteur bancaire en Algérie



Période couverte
2021 - 2022

Réalisé par
Rachid Sekak

A propos du cabinet Tadjeddine & Partners

Le cabinet Tadjeddine & Partners est une référence dans le domaine de la consultation stratégique et de l'accompagnement professionnel en Algérie. Fort de nombreuses années d'expérience, notre cabinet s'engage à offrir des solutions innovantes et sur mesure pour nos clients, qu'il s'agisse d'entreprises, d'organisations gouvernementales ou à but non lucratif. Notre équipe de consultants chevronnés est déterminée à résoudre des défis complexes, à améliorer la performance organisationnelle et à favoriser la croissance durable. En outre, le cabinet Tadjeddine & Partners se distingue par sa production d'études approfondies sur plusieurs secteurs en Algérie, fournissant ainsi des informations essentielles pour éclairer les décisions stratégiques de nos clients. Avec un engagement profond envers l'intégrité, l'éthique et l'excellence, Tadjeddine & Partners met en œuvre des approches stratégiques pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs et à prospérer dans un monde en constante évolution. Notre réputation est le reflet de notre dévouement envers la réussite de nos clients et de notre engagement à créer un impact positif à long terme.

**Tadjeddine
& Partners**



A propos de l'auteur



RACHID SEKAK

M. Sekak Rachid est un banquier senior doté de plus de 35 ans d'expérience en banque commerciale, services de commerce et services financiers pour les entreprises.

Tout au long de sa carrière, M. Sekak a développé une expertise solide et reconnue pour sa capacité à fournir des solutions sur mesure en réponse aux besoins spécifiques de ses clients.

Sa connaissance approfondie des marchés et son approche centrée sur le client font de lui un atout inestimable pour toute organisation cherchant à atteindre ses objectifs financiers.



Table des matières

- Introduction du rapport
- Analyse graphique des indicateurs clés par banque
- Comparatif des banques sur plusieurs indicateurs
- Principaux constats
- Quelles évolutions ?

Les principaux questionnements

L'inclusion financière

L'ouverture du capital des banques publiques

Gouvernance et séparation des fonctions

Introduction

Vision

Le présent rapport vise à offrir une vue d'ensemble détaillée du secteur bancaire en Algérie. Il se base sur une analyse approfondie des données financières publiées par les banques, tant publiques que privées, et met en lumière les principaux indicateurs qui façonnent ce secteur crucial. Parmi les indicateurs clés analysés, nous examinerons le Total de bilan, les Revenus (ou Produit net bancaire), le Coefficient d'exploitation, le coût du risque, ainsi que la rentabilité, à savoir le Profit et le rendement des fonds propres.

Dans le but de maintenir un suivi constant de l'évolution du secteur bancaire en Algérie, ce rapport sera produit annuellement. Cela permettra non seulement de suivre les tendances sur une base régulière, mais également d'offrir une continuité et une comparabilité dans l'analyse des performances bancaires au fil du temps.

Objectifs

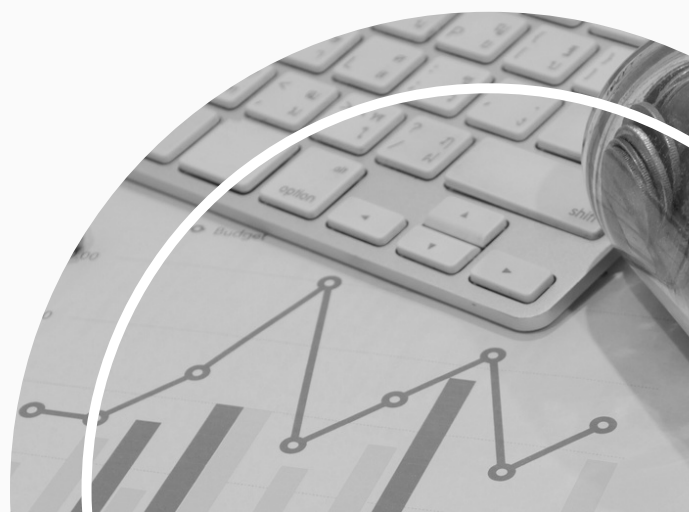
Les principaux objectifs de ce rapport sont les suivants :

- **Analyse Compréhensive du Secteur Bancaire** : Fournir une analyse approfondie et holistique du secteur bancaire en Algérie, en mettant l'accent sur les données financières clés des différentes institutions bancaires.
- **Identification des Tendances et des Défis** : Identifier les tendances émergentes et les défis auxquels le secteur bancaire algérien est confronté, tels que la rentabilité, la concurrence, la réglementation, et les fluctuations macroéconomiques.
- **Comparaison Interbancaire** : Comparer les performances des différentes banques opérant en Algérie, en mettant en évidence les forces et les faiblesses relatives de chaque institution.
- **Informations Utiles pour les Parties Prenantes** : Fournir des informations pertinentes et exploitables pour les investisseurs, les régulateurs, les décideurs politiques et toute autre partie prenante intéressée par le secteur bancaire algérien.



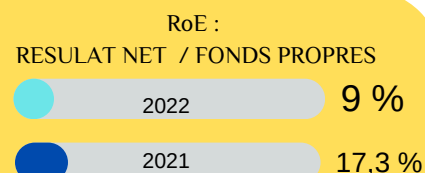
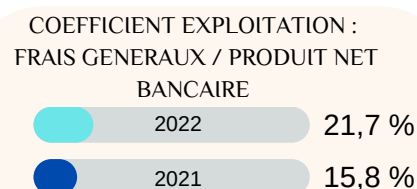
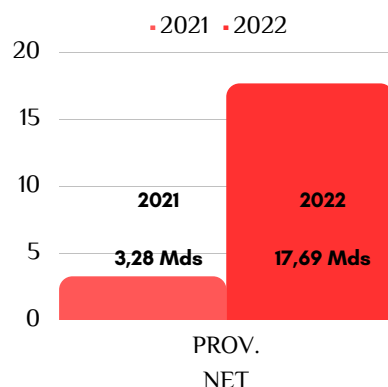
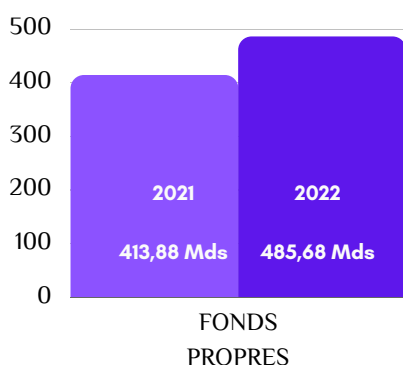
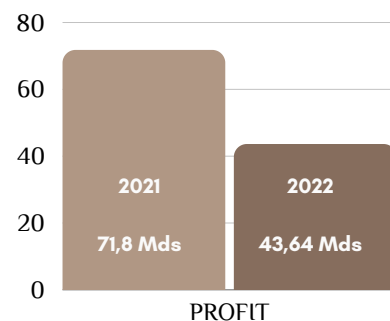
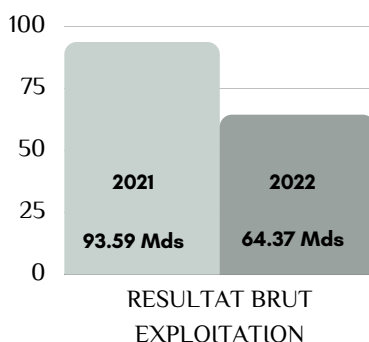
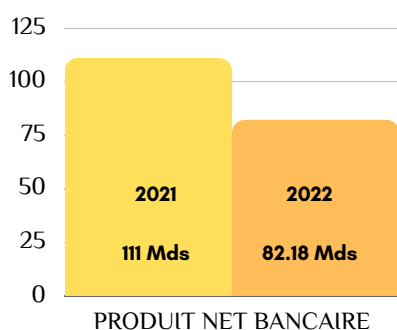
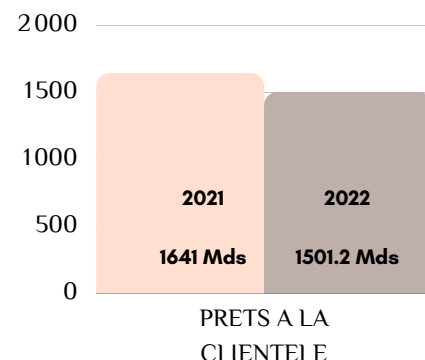
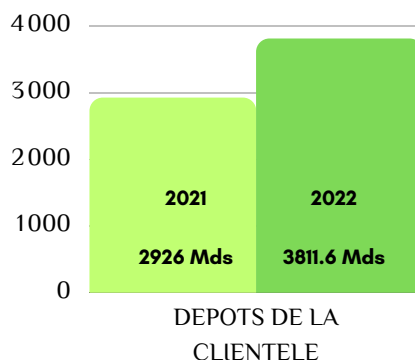
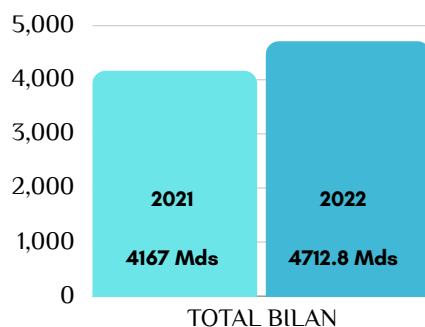
1

Analyse graphique des indicateurs clés par banque



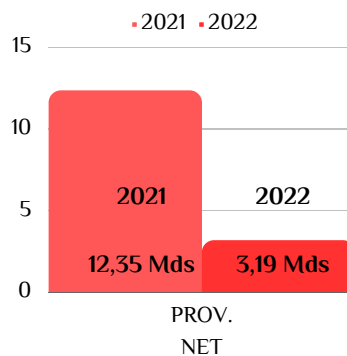
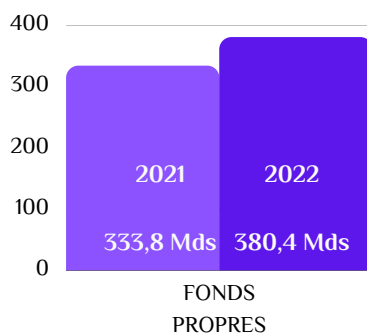
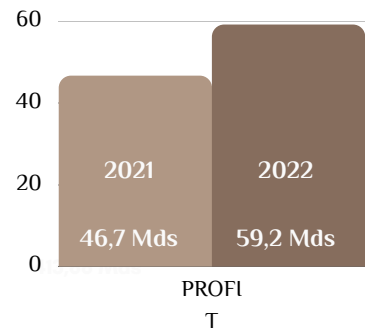
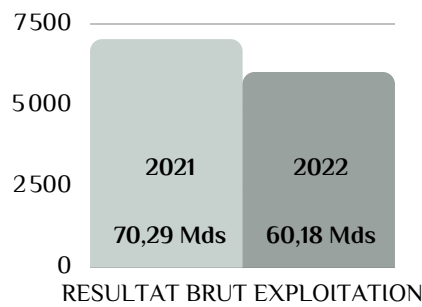
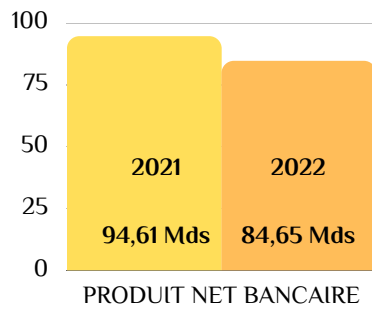
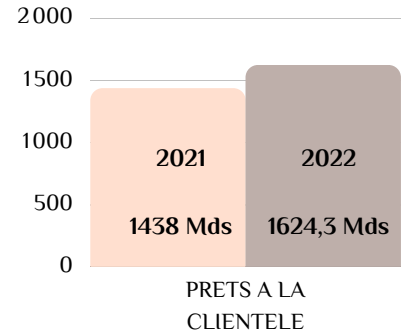
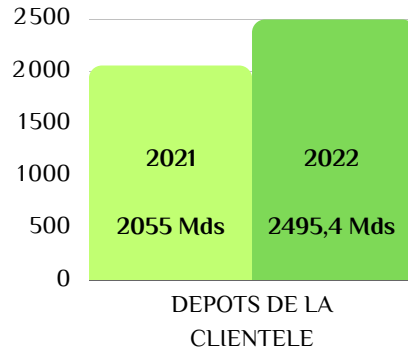
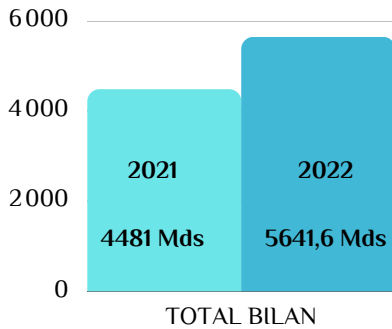


بنك الجزائر الخارجي
Banque Extérieure d'Algérie





البنك الوطني الجزائري Banque Nationale d'Algérie



COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET
BANCAIRE

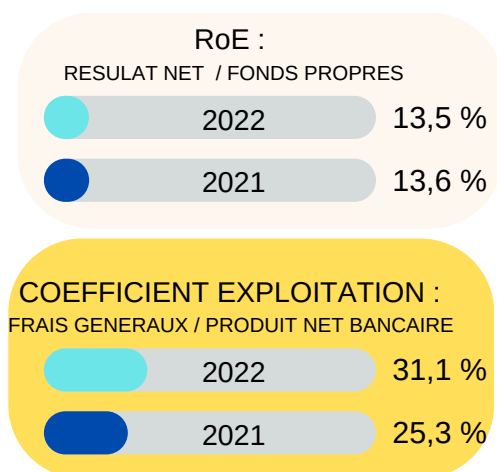
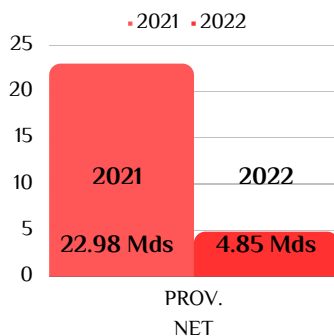
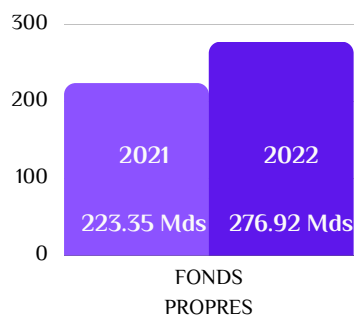
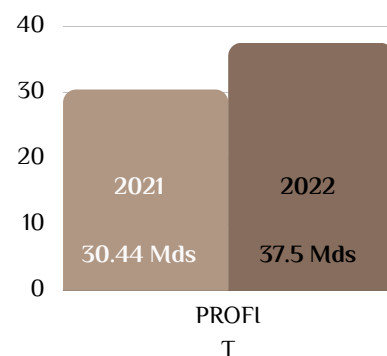
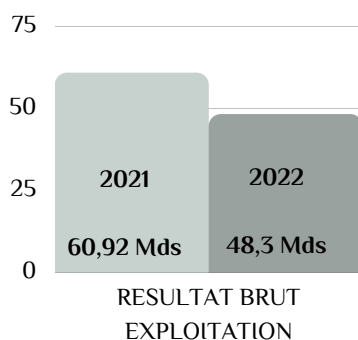
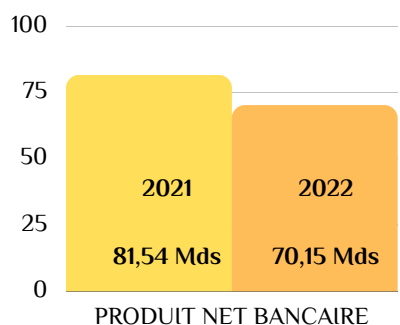
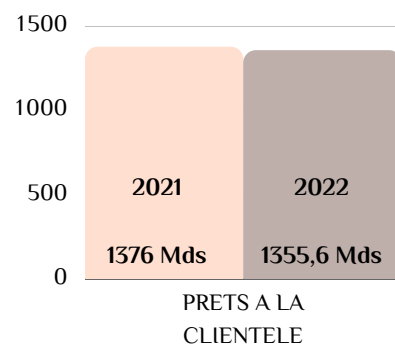
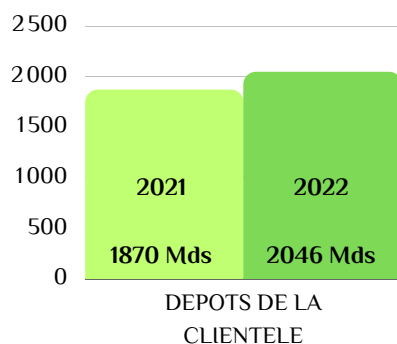
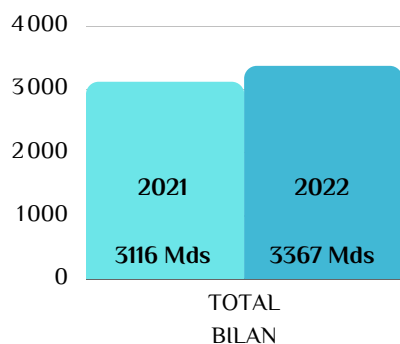


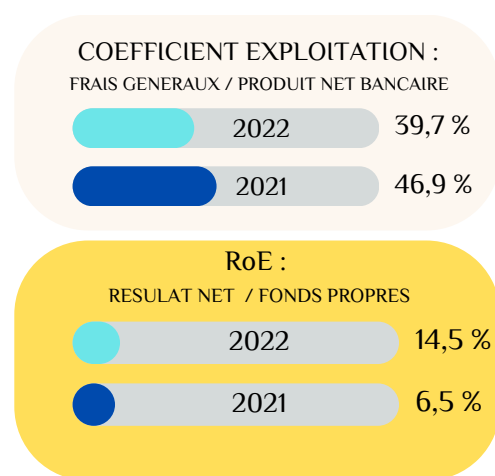
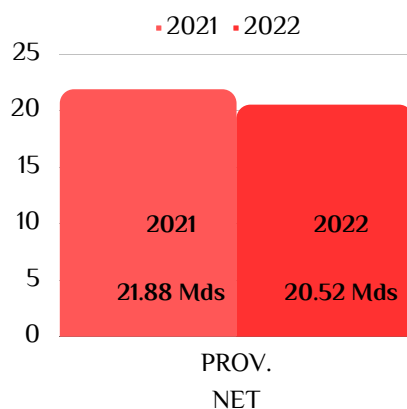
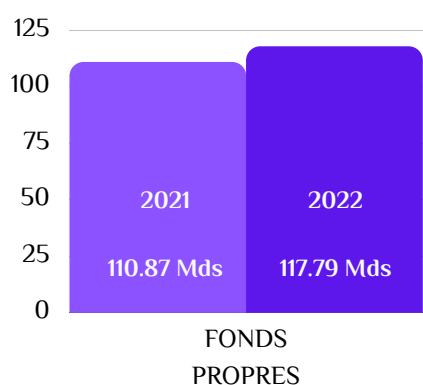
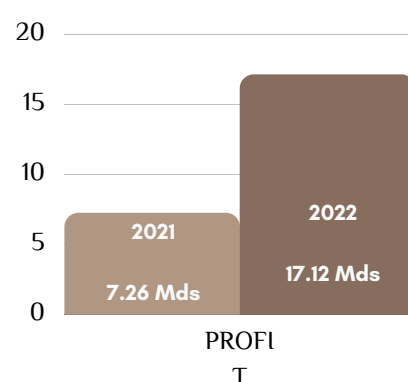
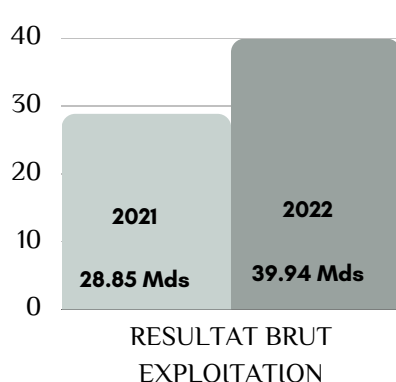
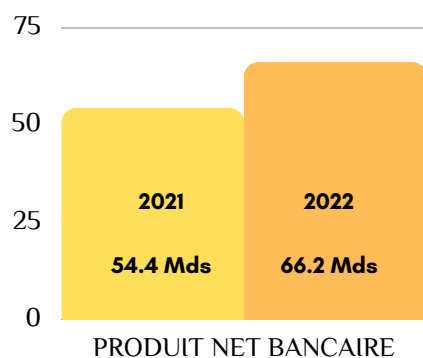
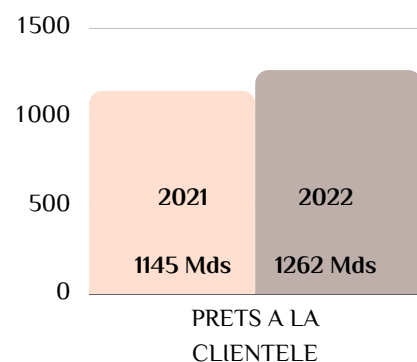
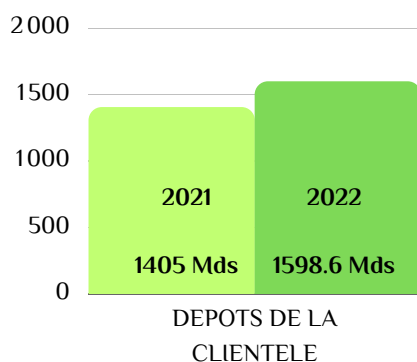
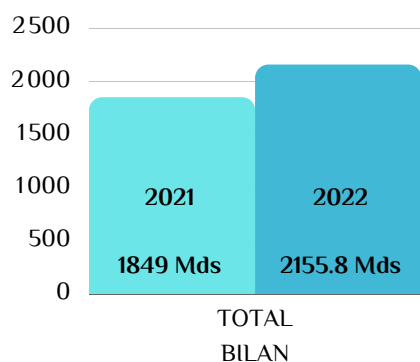
RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES

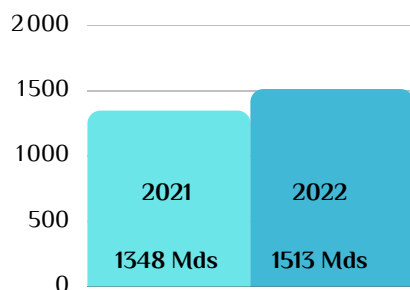




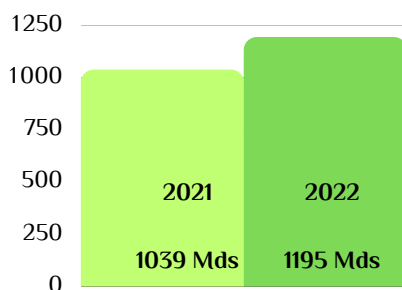
القروض الشعبية الجزائرية
ⵏⵓⵎⵎⵓⵏ ⵏⵓⵙⵓⵔⵓⵏ ⵏⵓⵙⵓⵔⵓⵏ
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE



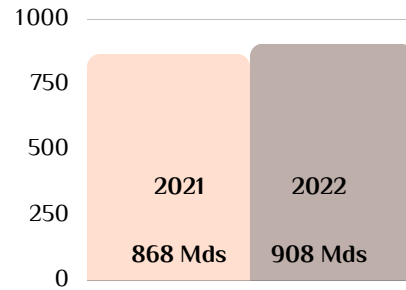




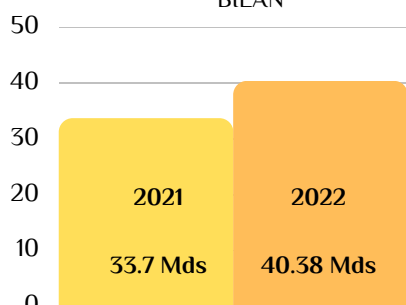
TOTAL
BILAN



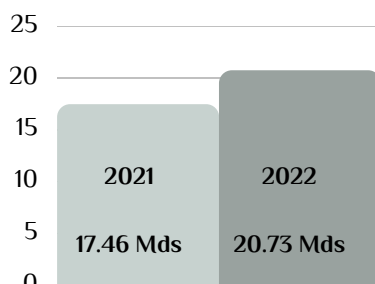
DEPOTS DE LA
CLIENTELE



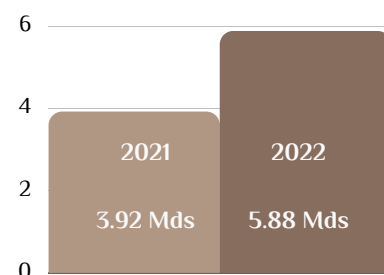
PRETS A LA
CLIENTELE



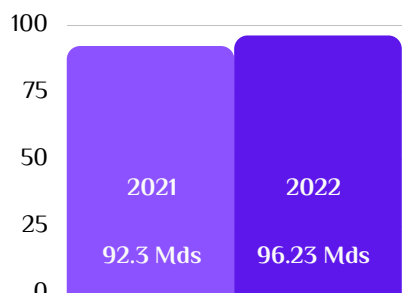
PRODUIT NET BANCAIRE



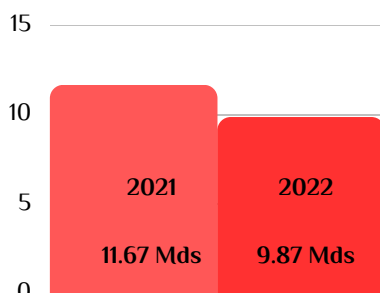
RESULTAT BRUT
EXPLOITATION



PROFI
T



FONDS
PROPRES



PROV.
NET

COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE



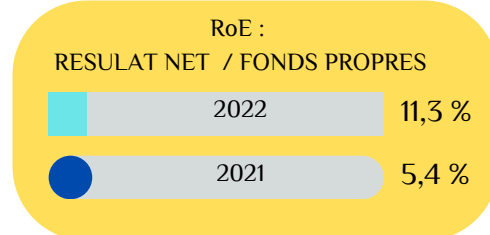
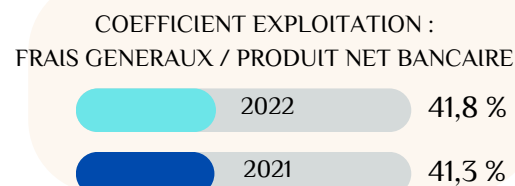
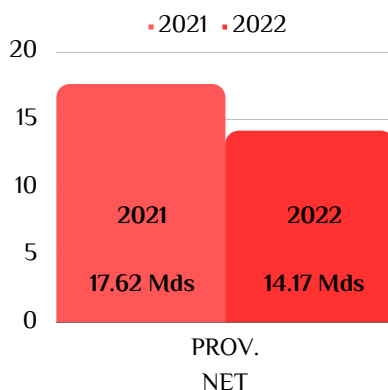
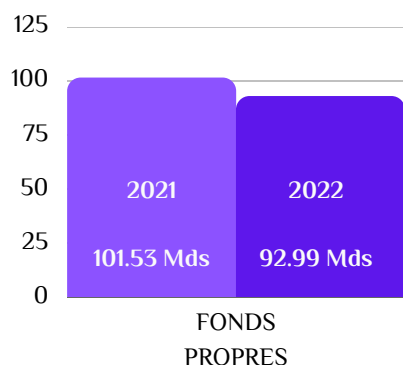
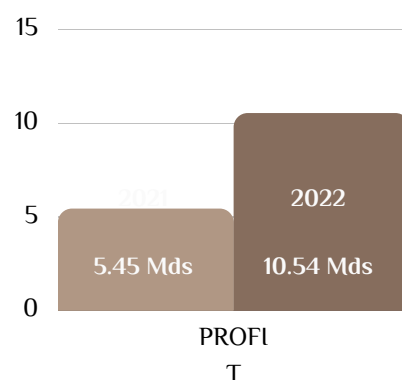
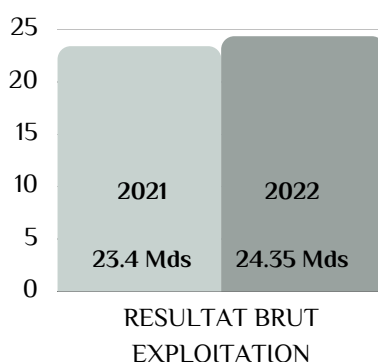
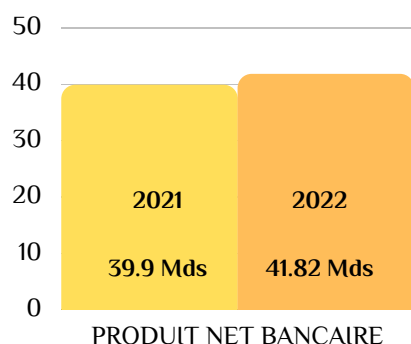
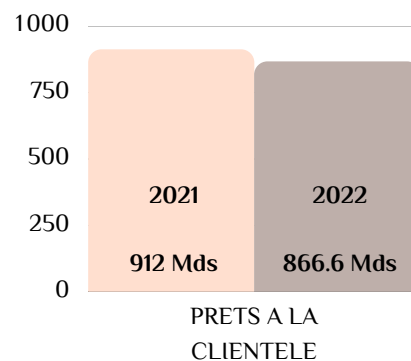
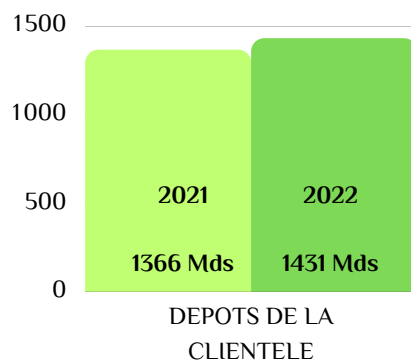
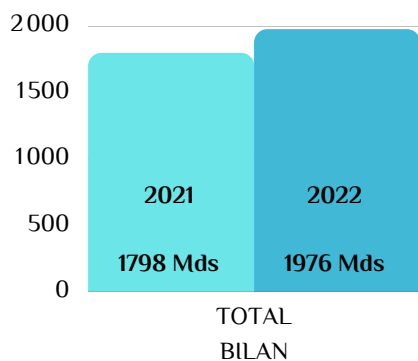
RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES





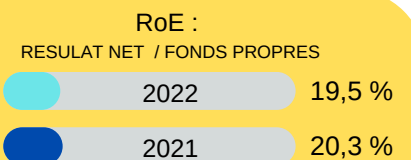
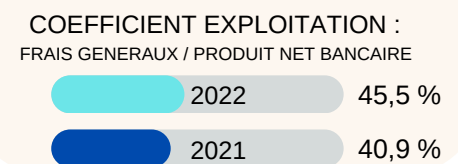
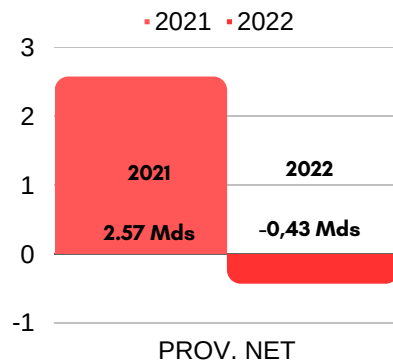
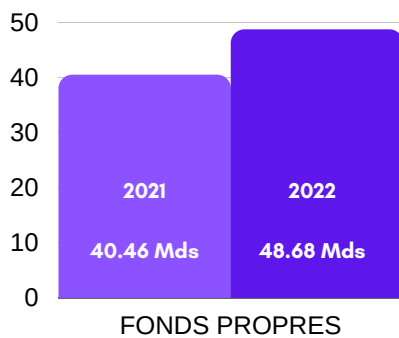
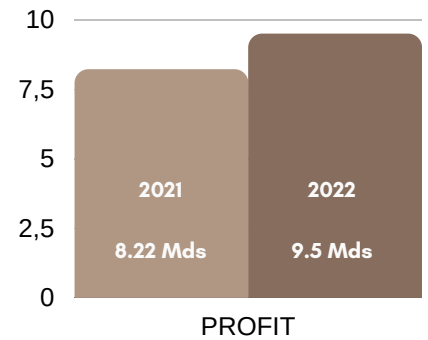
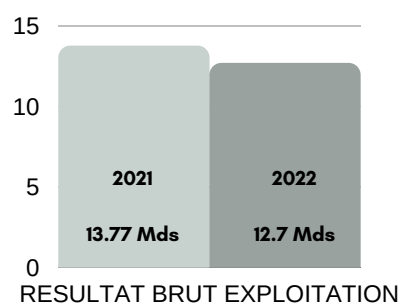
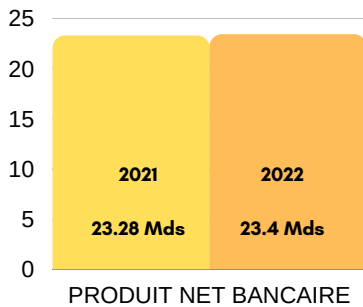
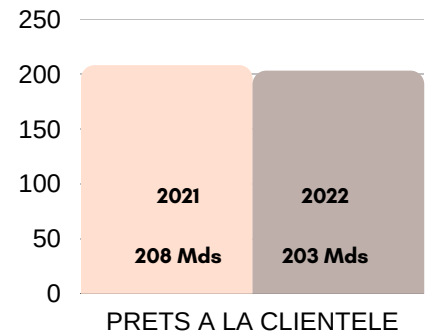
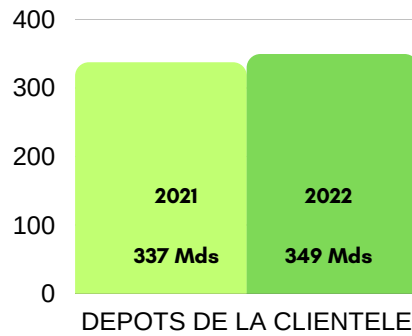
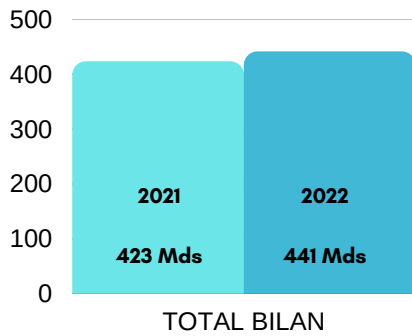
الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط - بنك

Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance-Banque





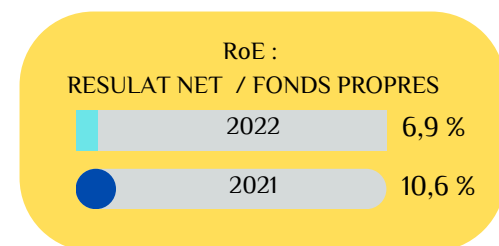
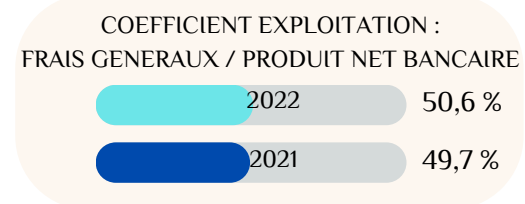
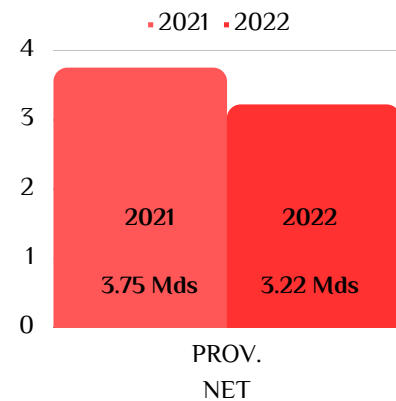
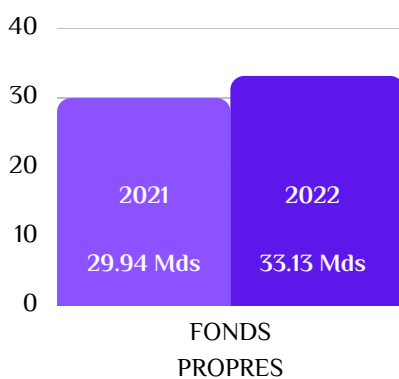
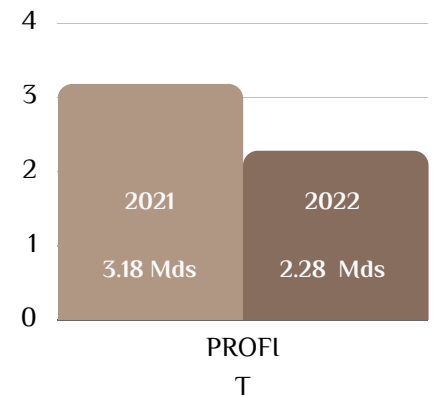
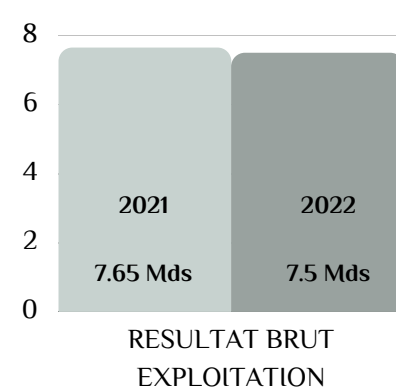
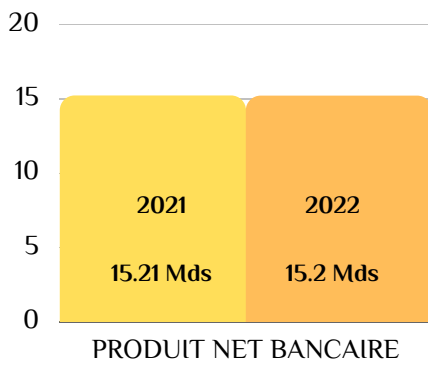
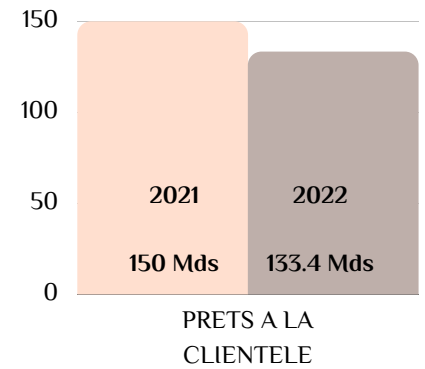
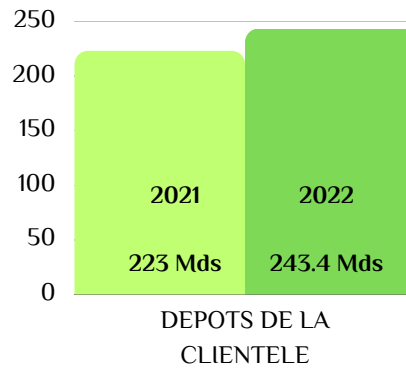
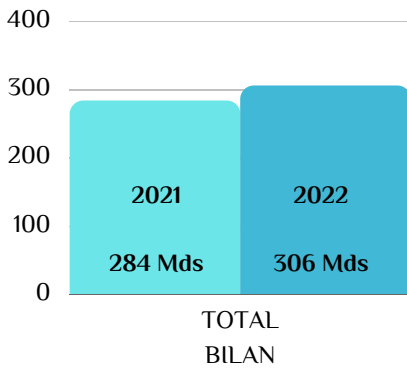
**SOCIETE GENERALE
ALGERIE**

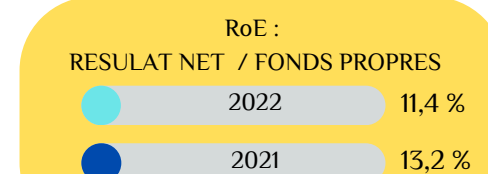
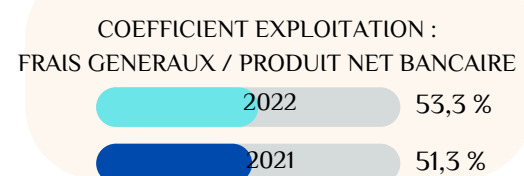
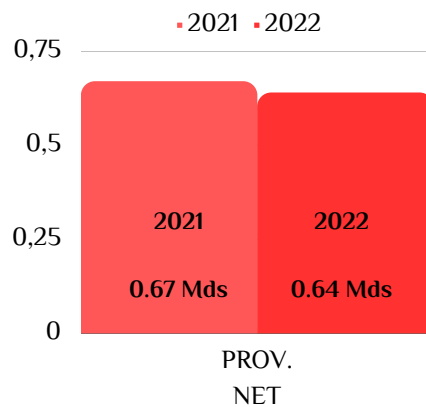
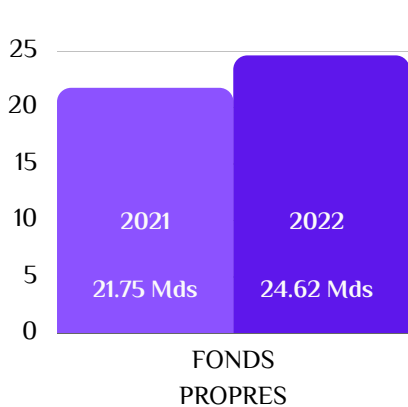
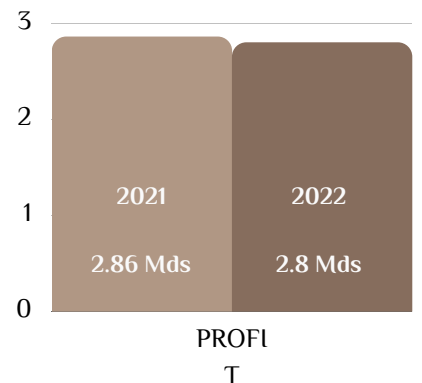
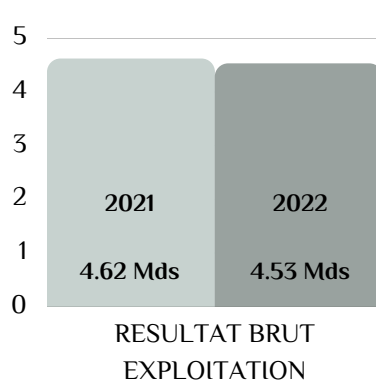
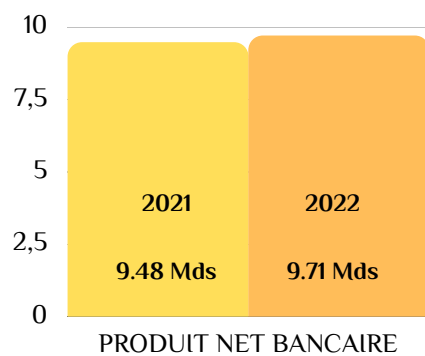
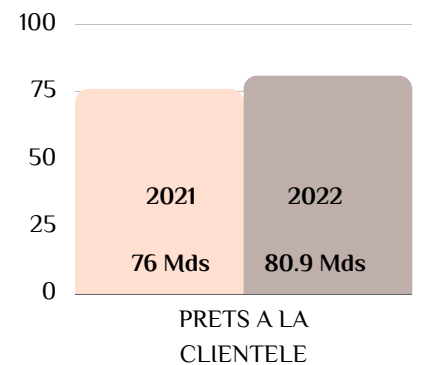
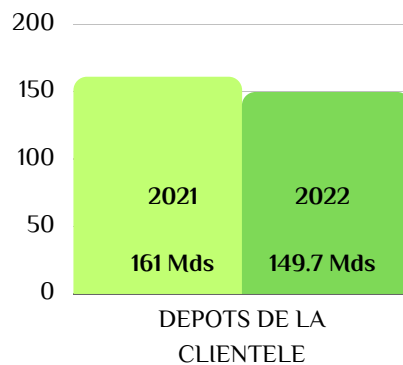
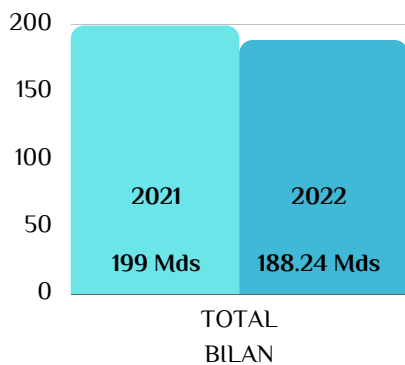


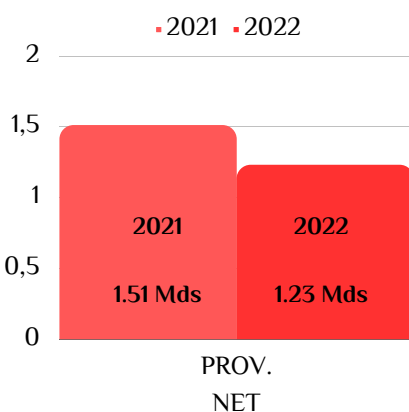
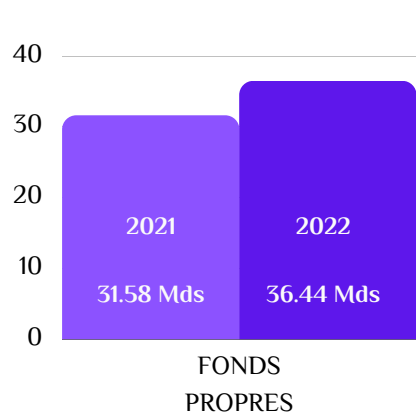
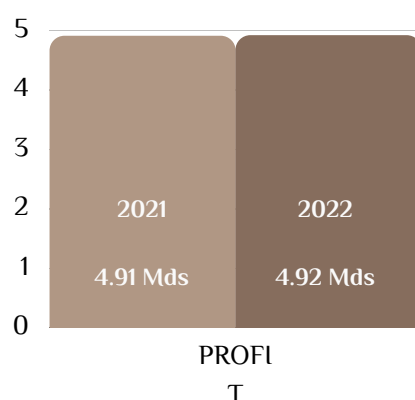
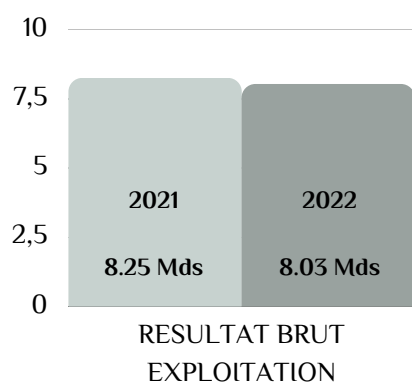
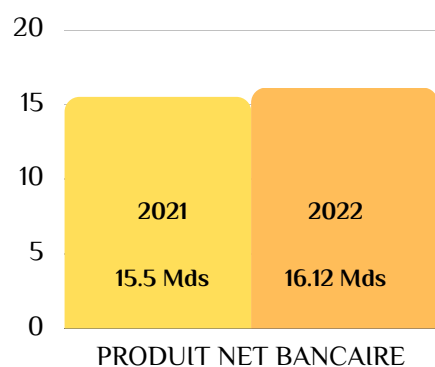
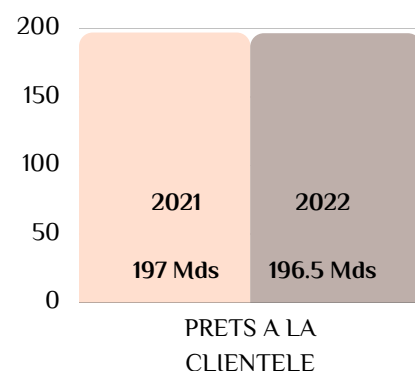
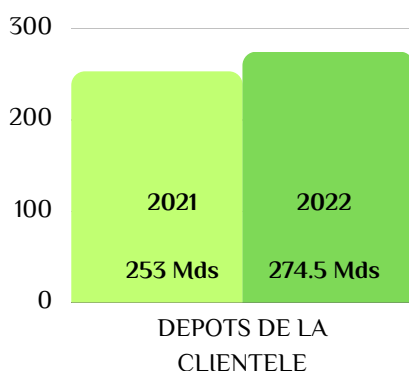
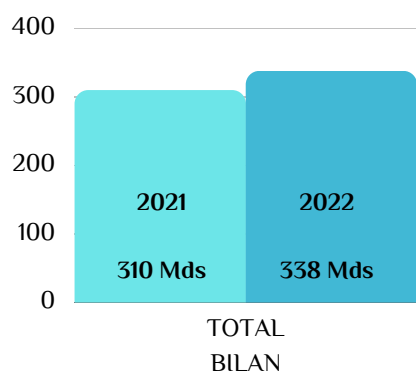


BNP PARIBAS

El Djazaïr



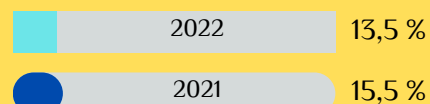


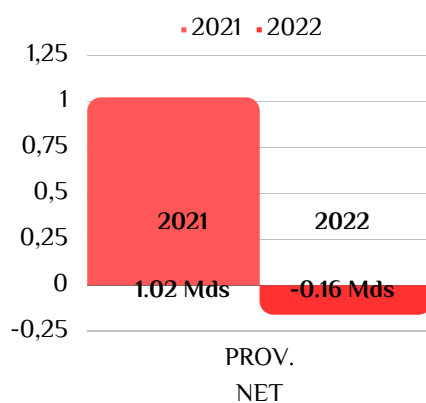
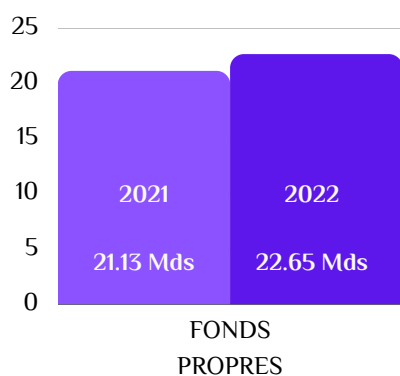
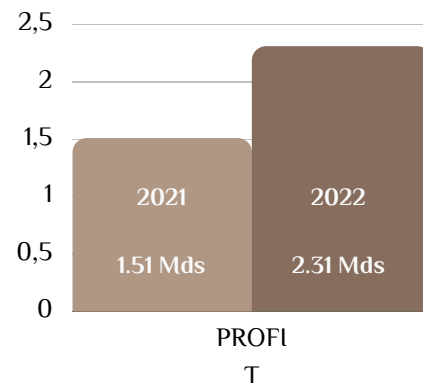
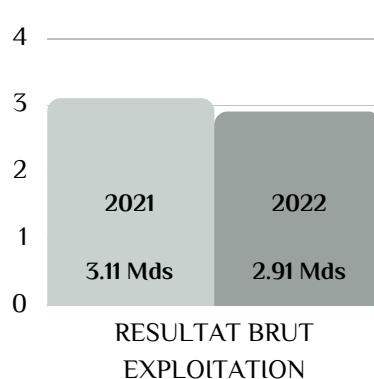
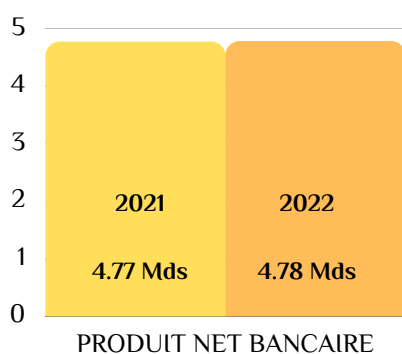
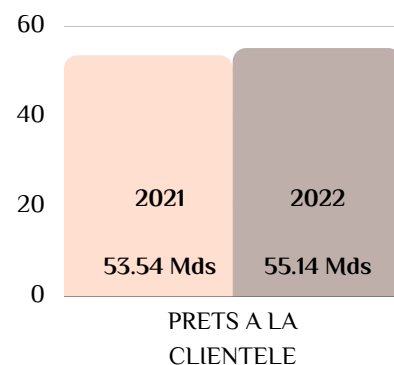
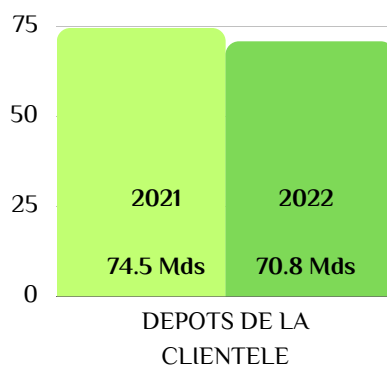
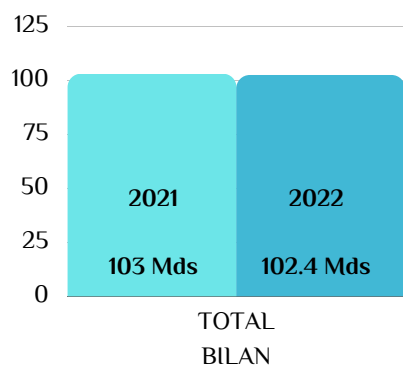


COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE



RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES



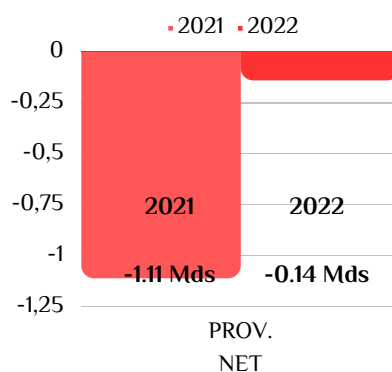
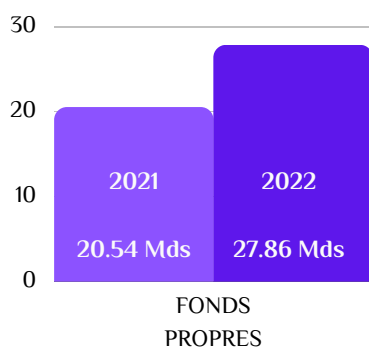
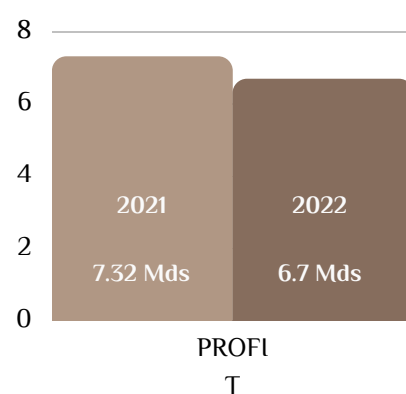
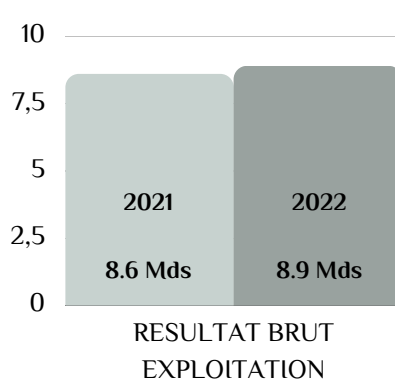
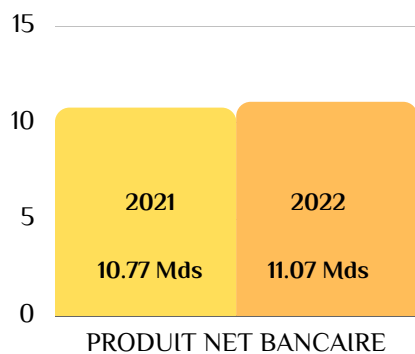
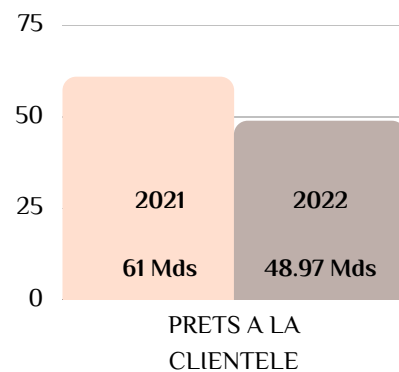
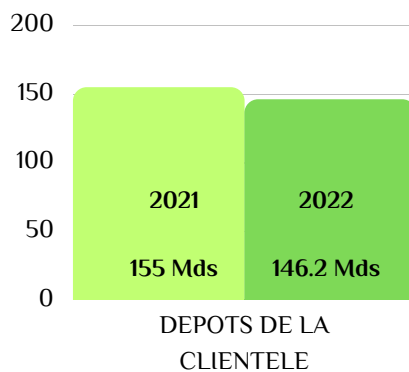
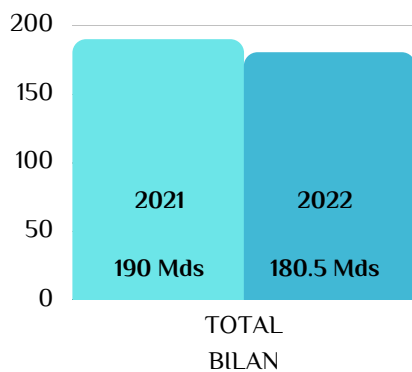


COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE



RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES





COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE

2022 19,6 %

2021 19,4 %

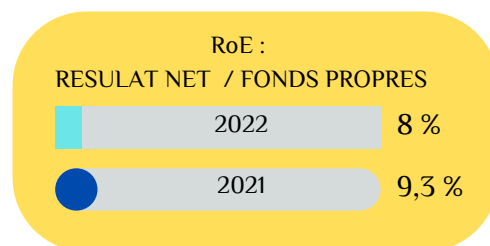
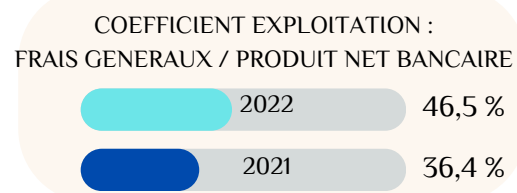
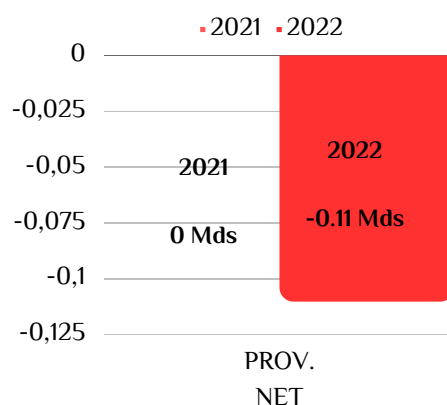
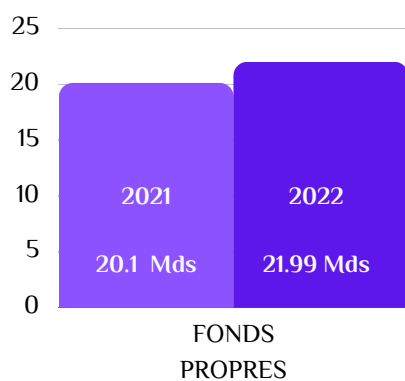
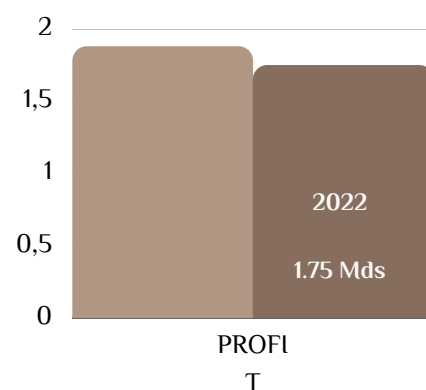
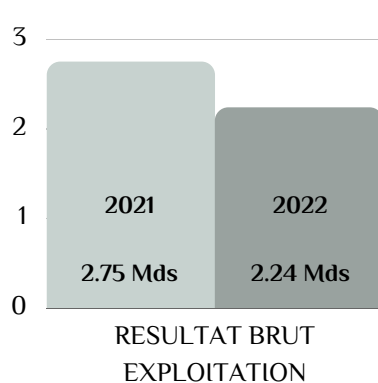
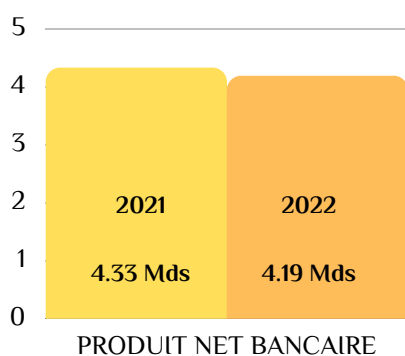
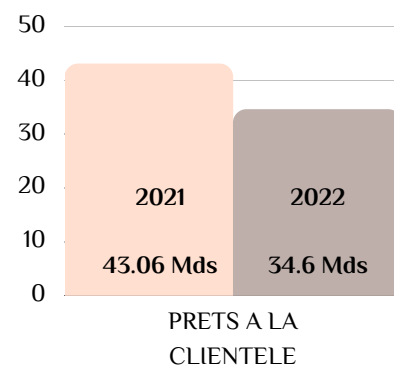
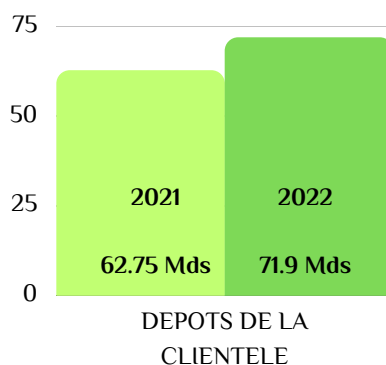
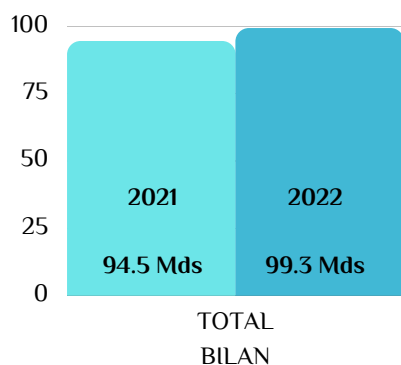
RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES

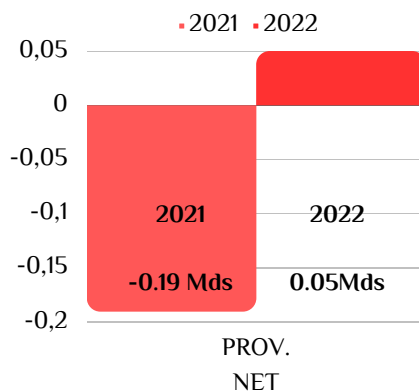
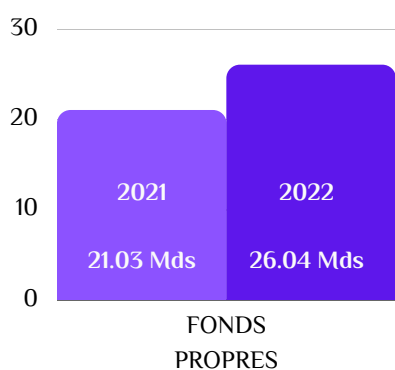
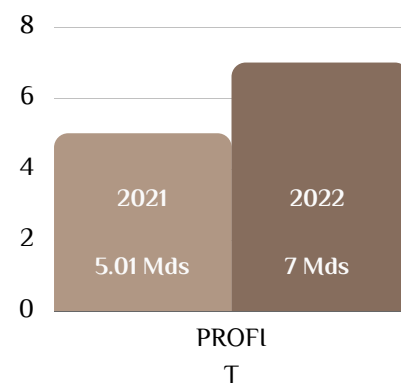
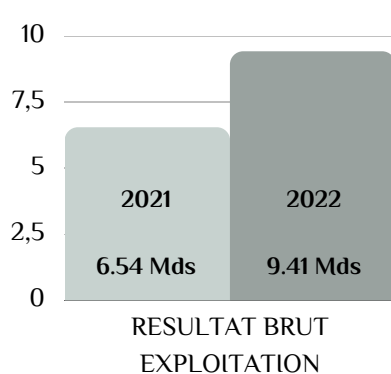
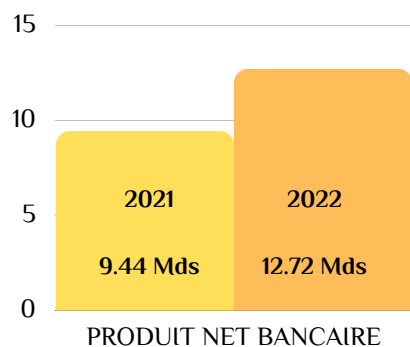
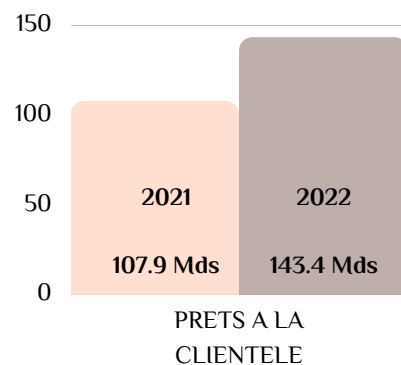
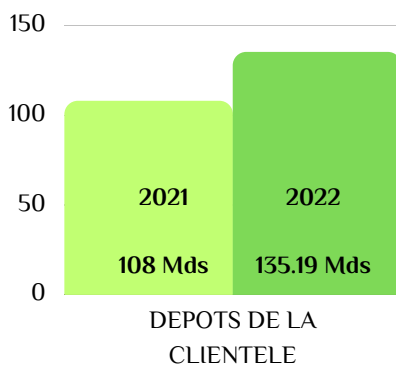
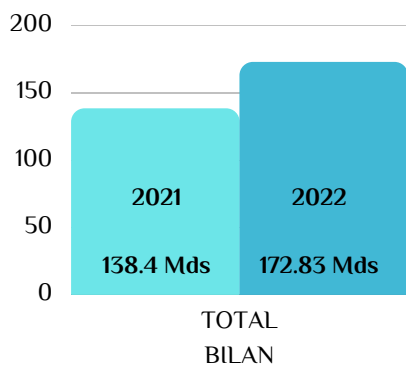
2022 24 %

2021 35,6 %



HSBC

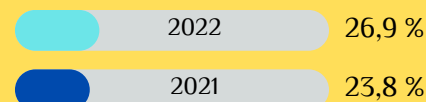


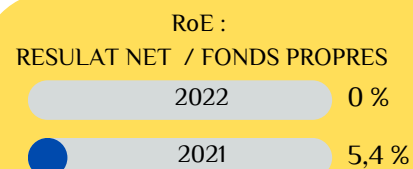
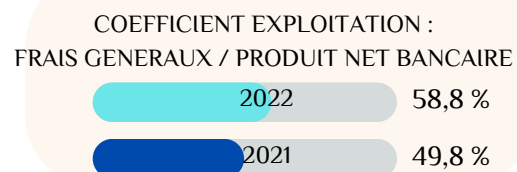
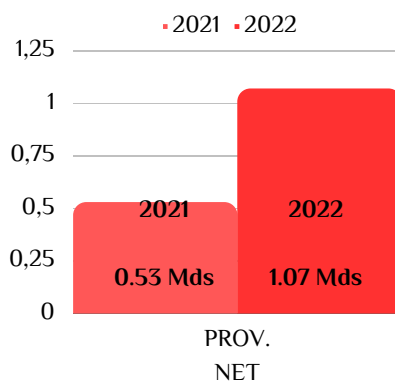
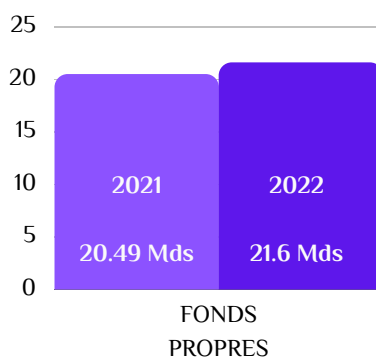
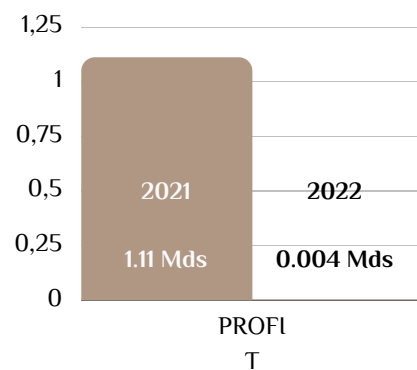
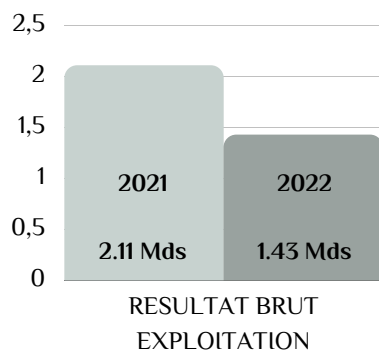
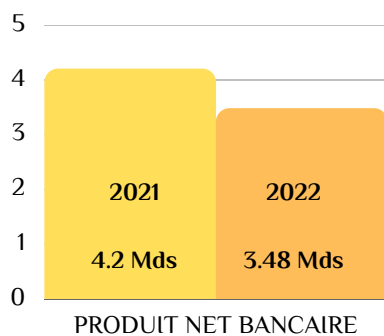
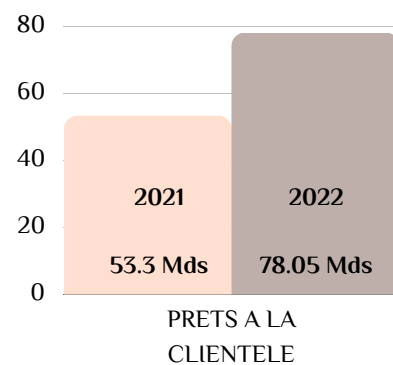
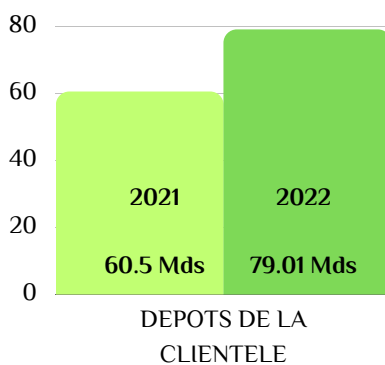
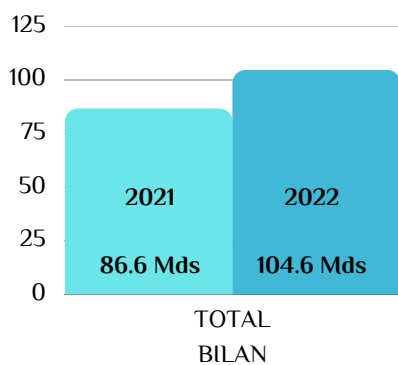


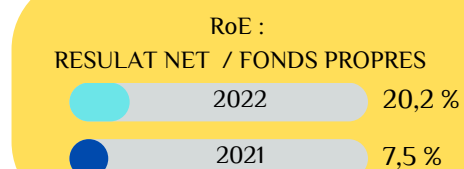
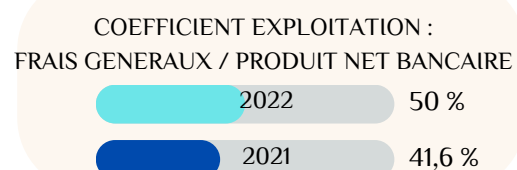
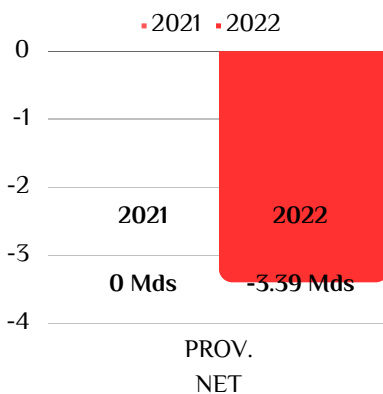
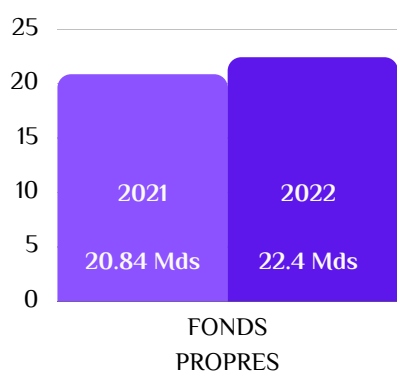
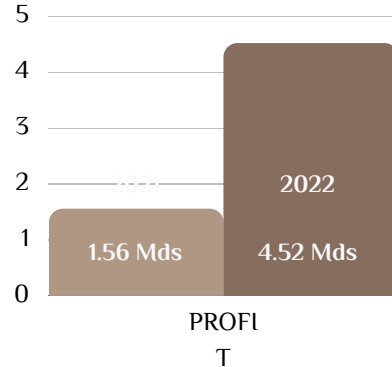
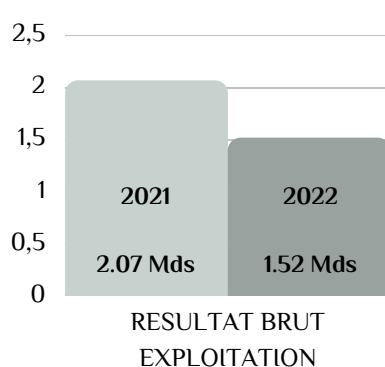
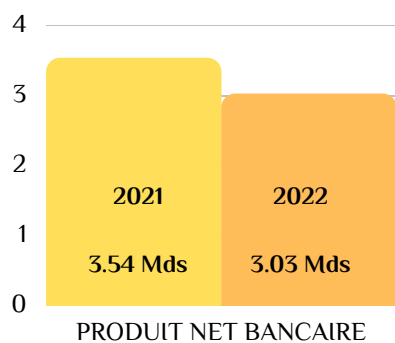
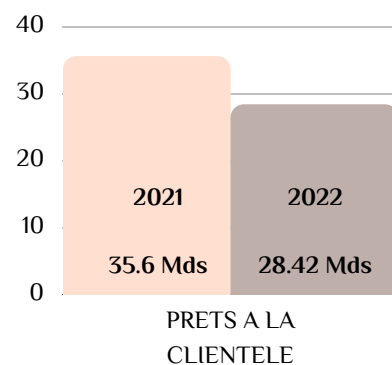
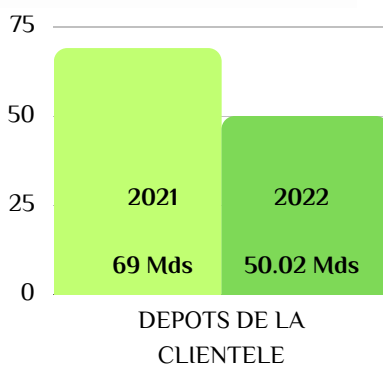
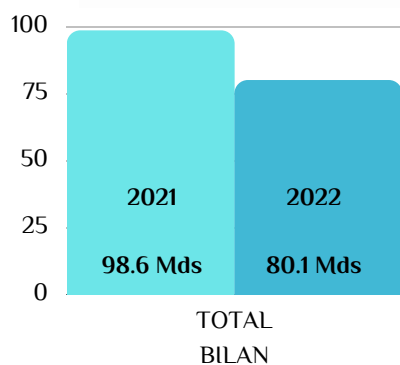
COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE

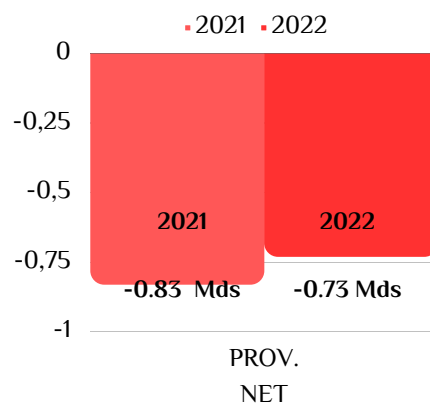
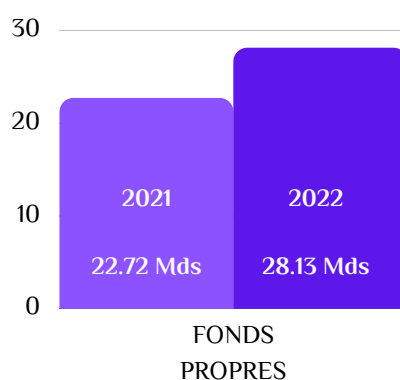
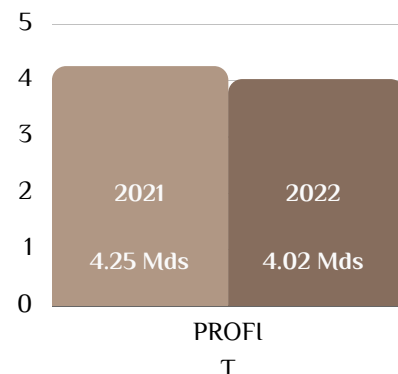
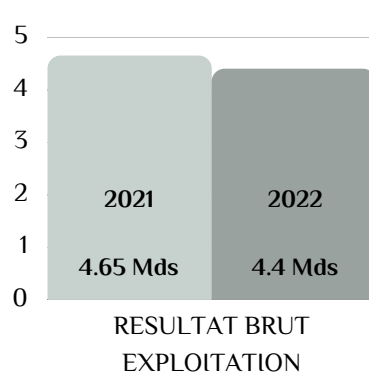
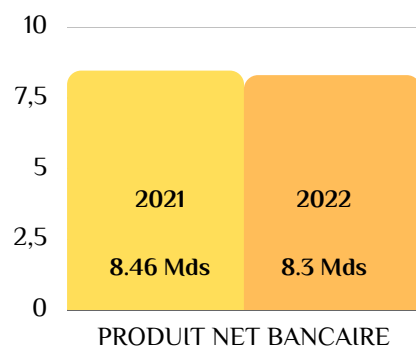
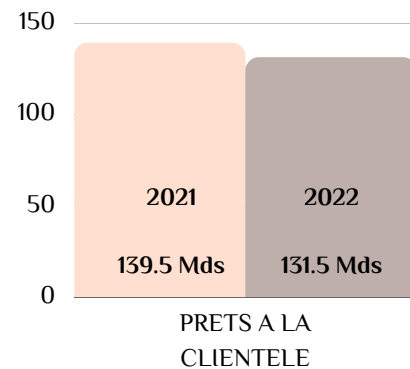
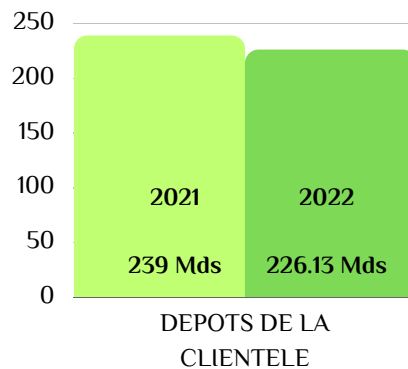
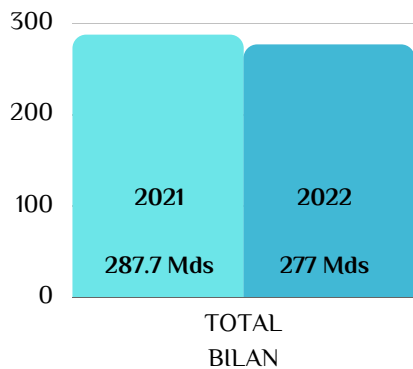


RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES









COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE

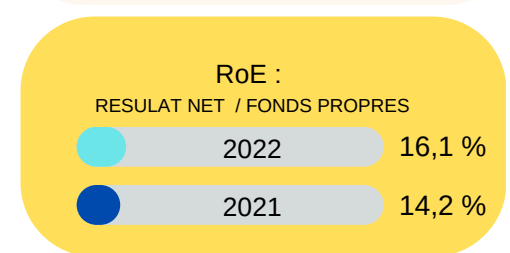
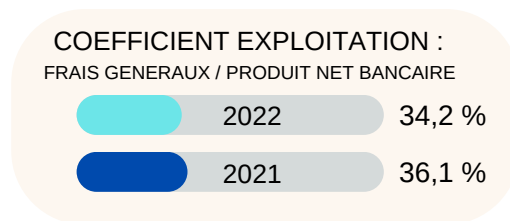
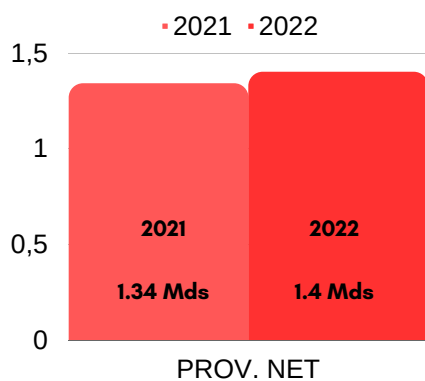
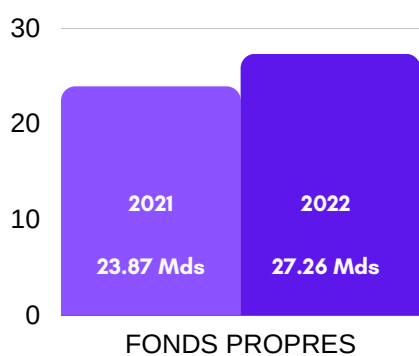
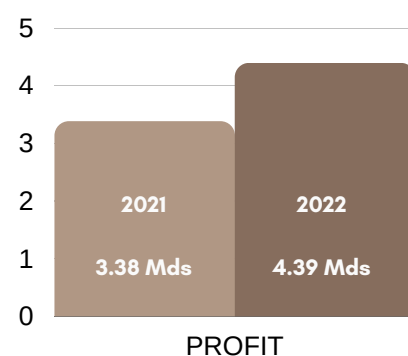
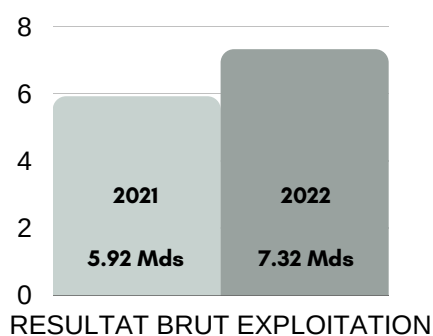
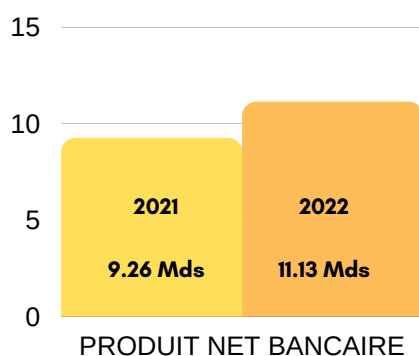
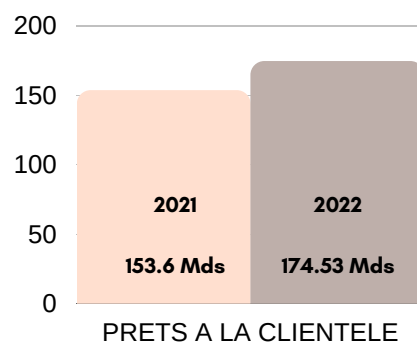
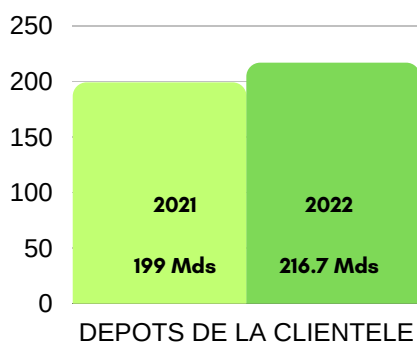
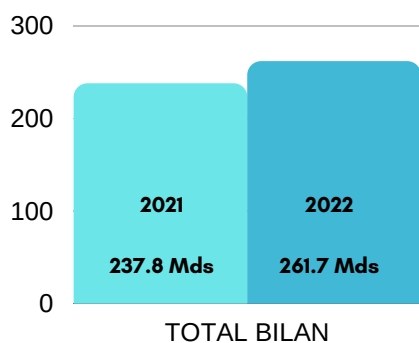


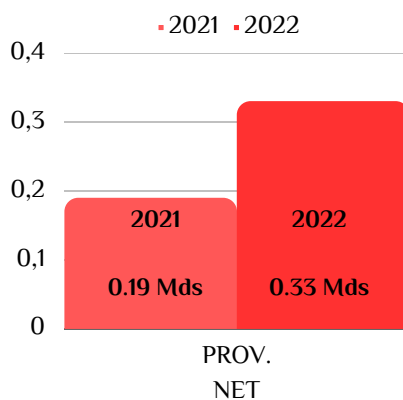
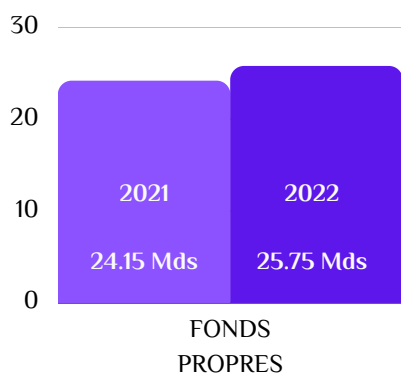
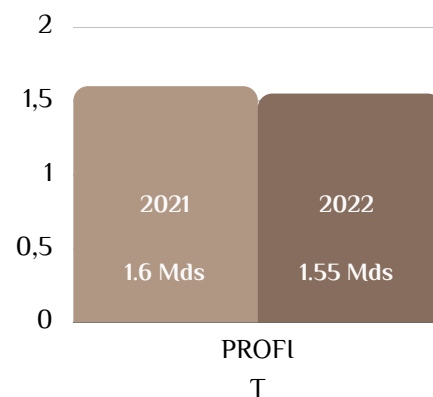
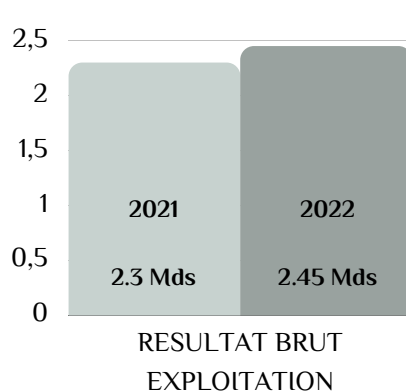
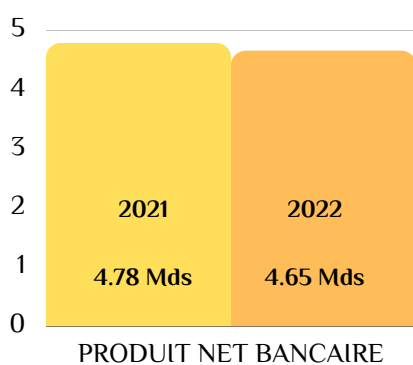
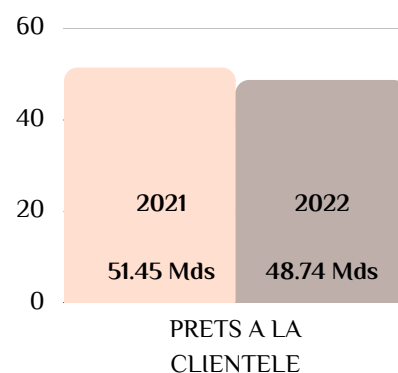
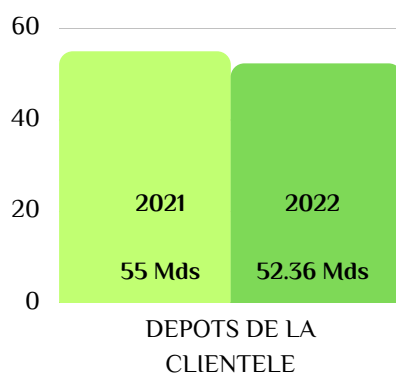
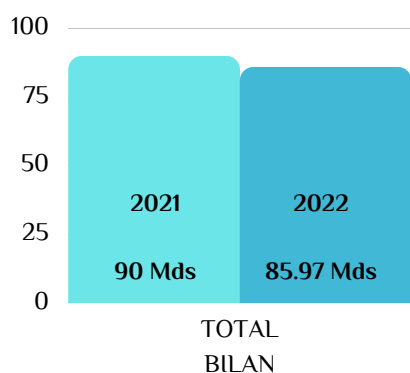
RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES





بنك السلام Al Salam Bank





COEFFICIENT EXPLOITATION :
FRAIS GENERAUX / PRODUIT NET BANCAIRE



RoE :
RESULTAT NET / FONDS PROPRES

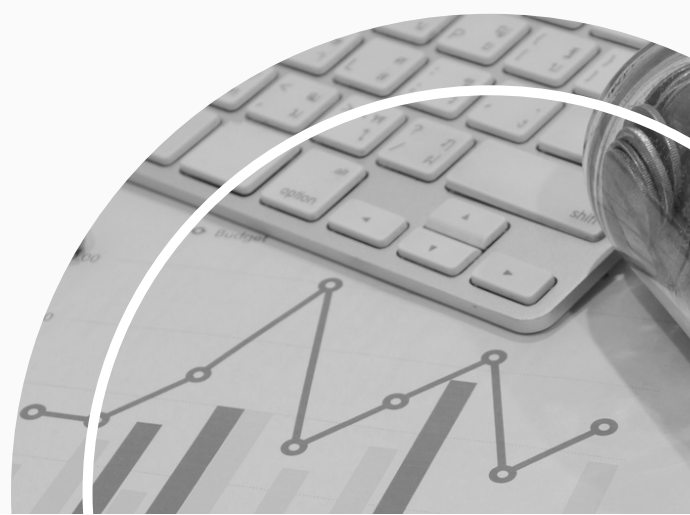


Retrait de licence et départ de l'Algérie

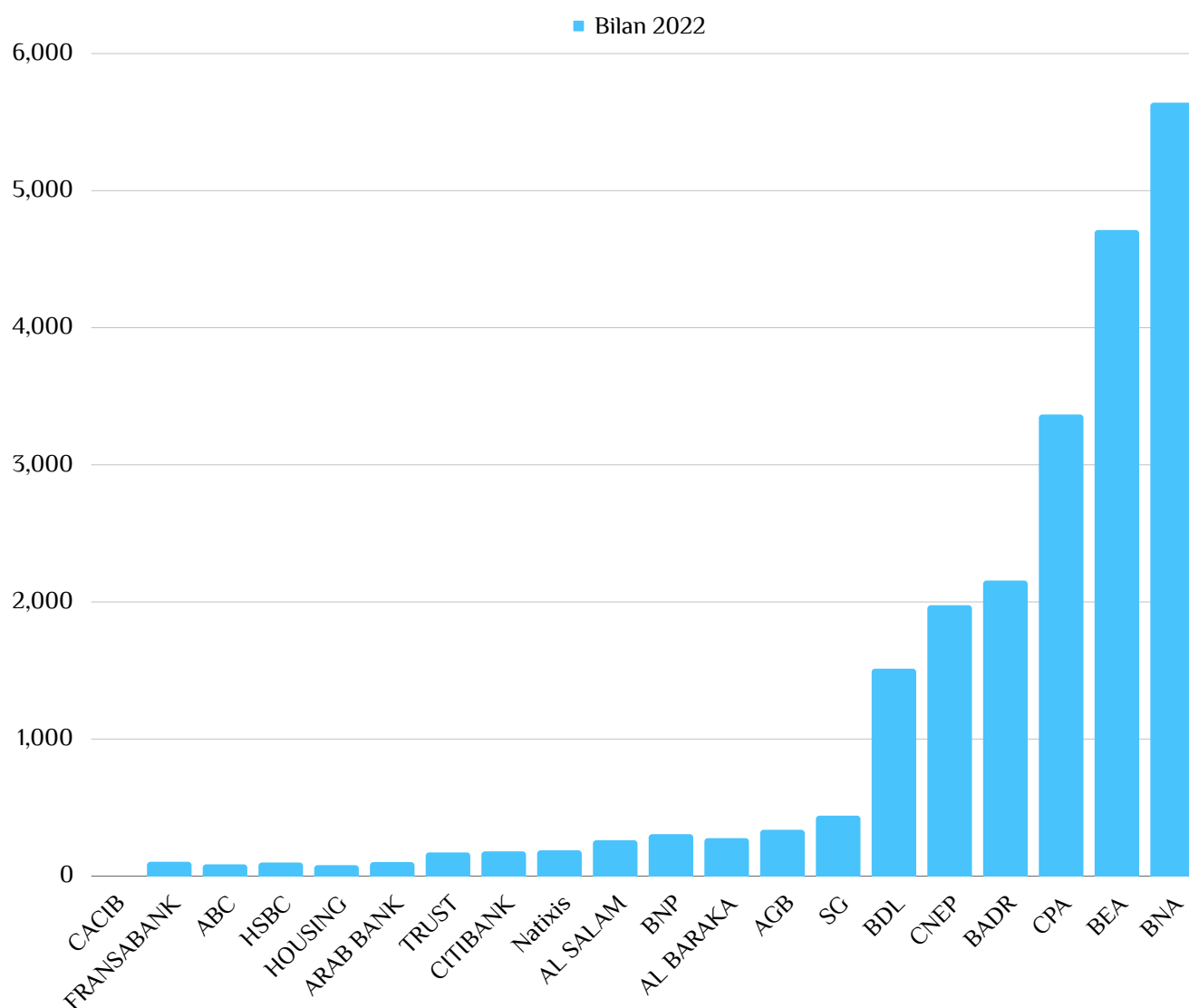


2

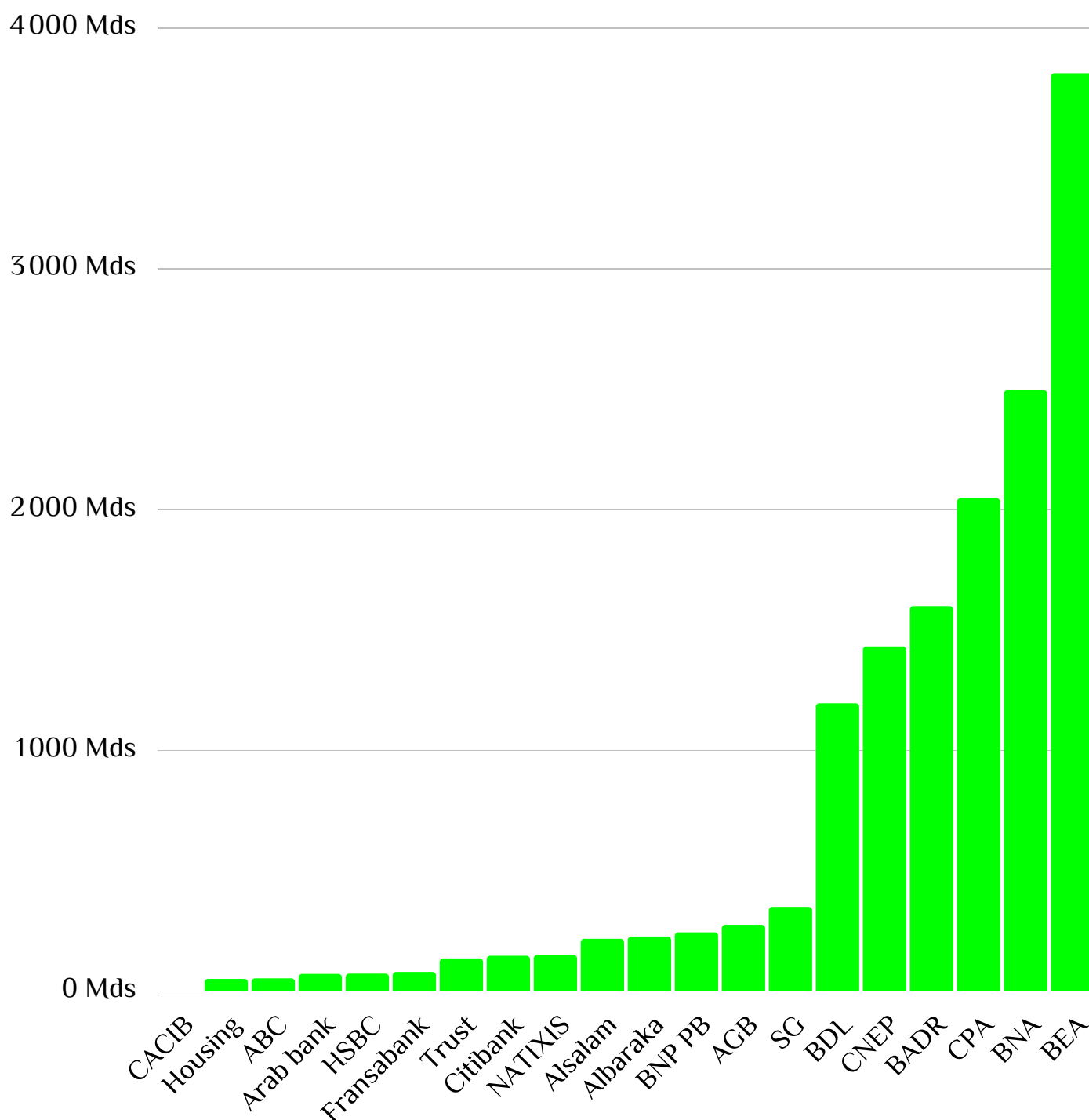
Analyse Comparative 2022



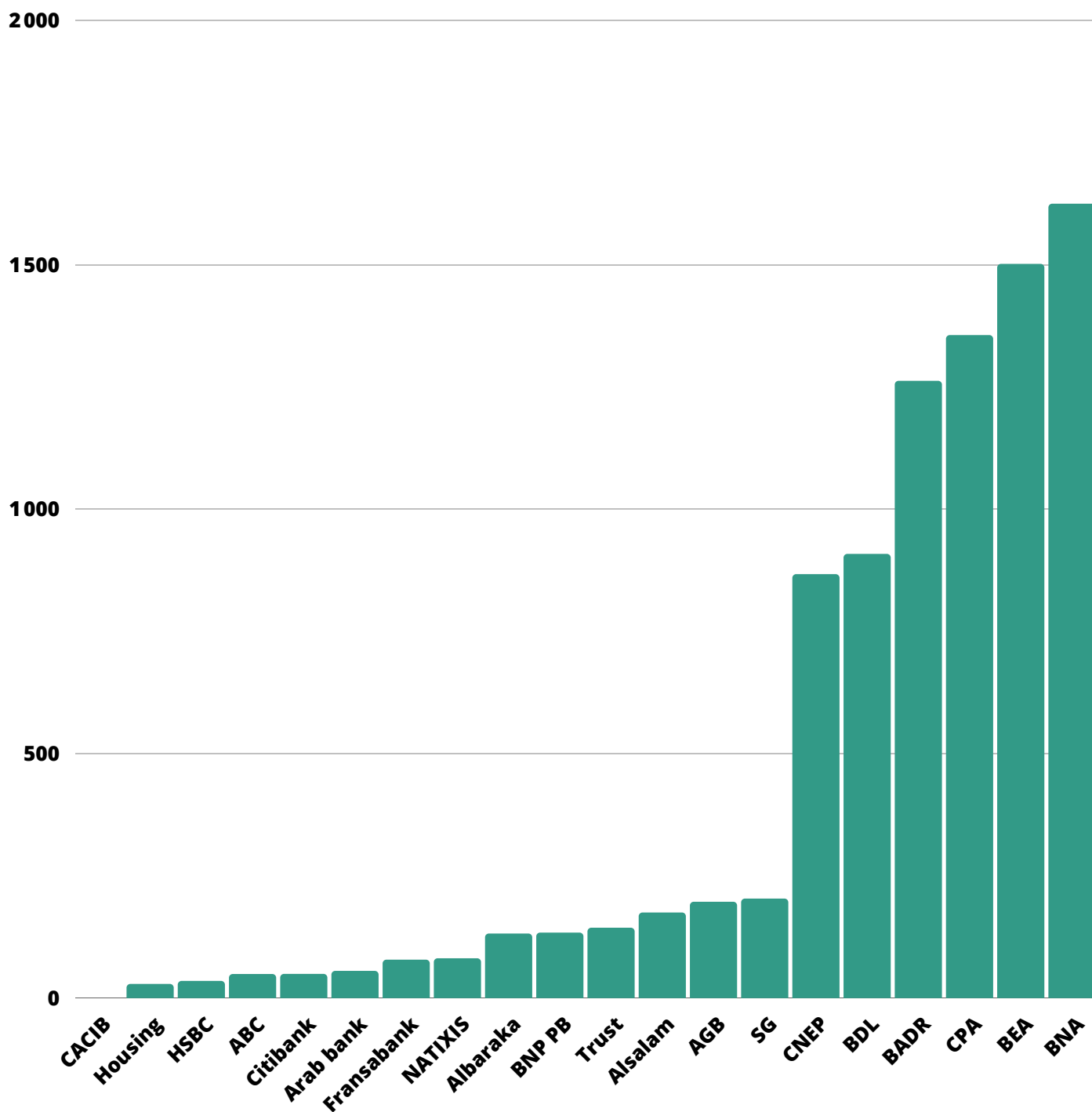
Comparaison Bilans 2022



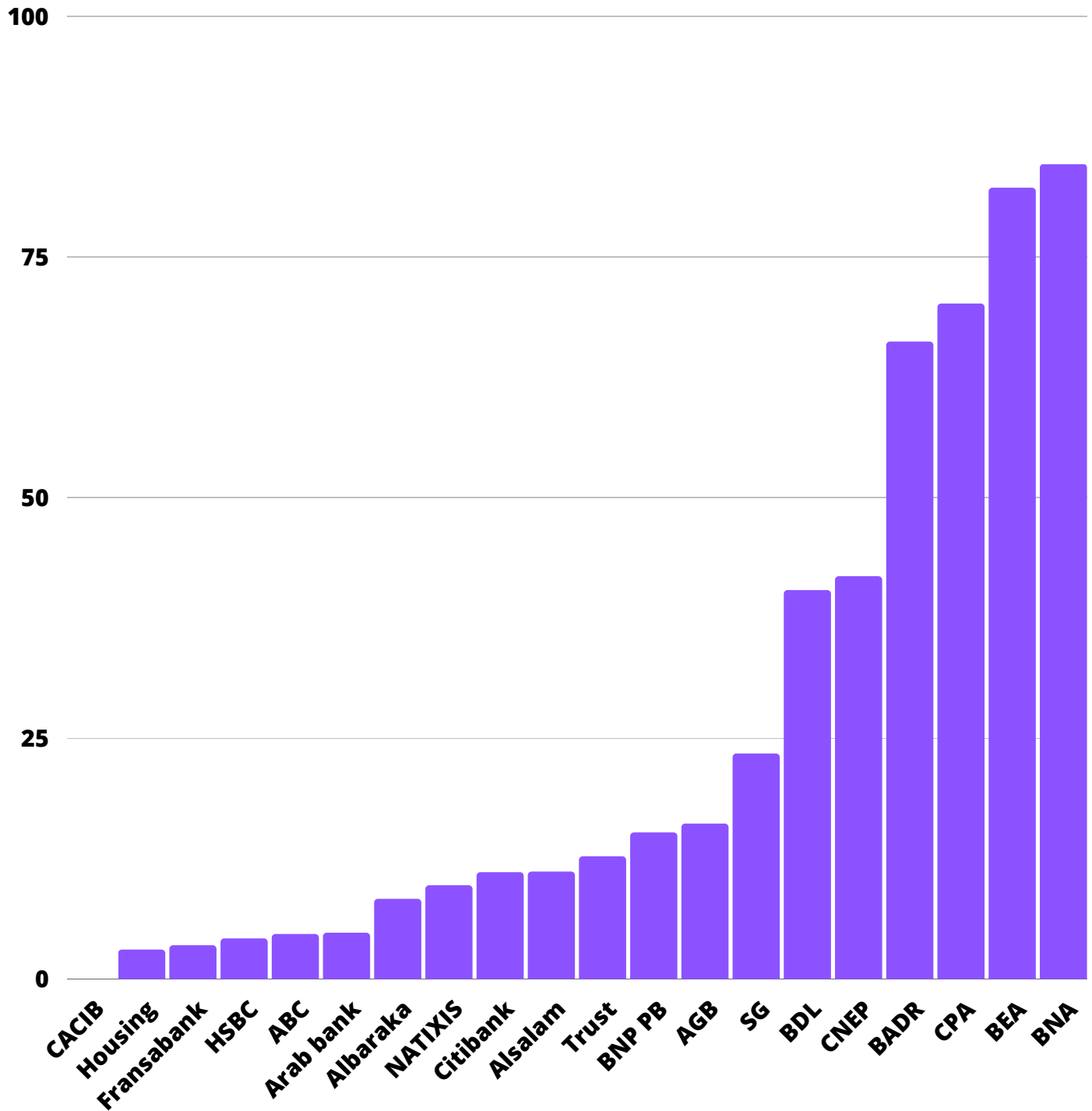
Comparaison dépôts 2022



Comparaison prêts 2022



Comparaison PNB 2022



Comparaison RBE 2022

75

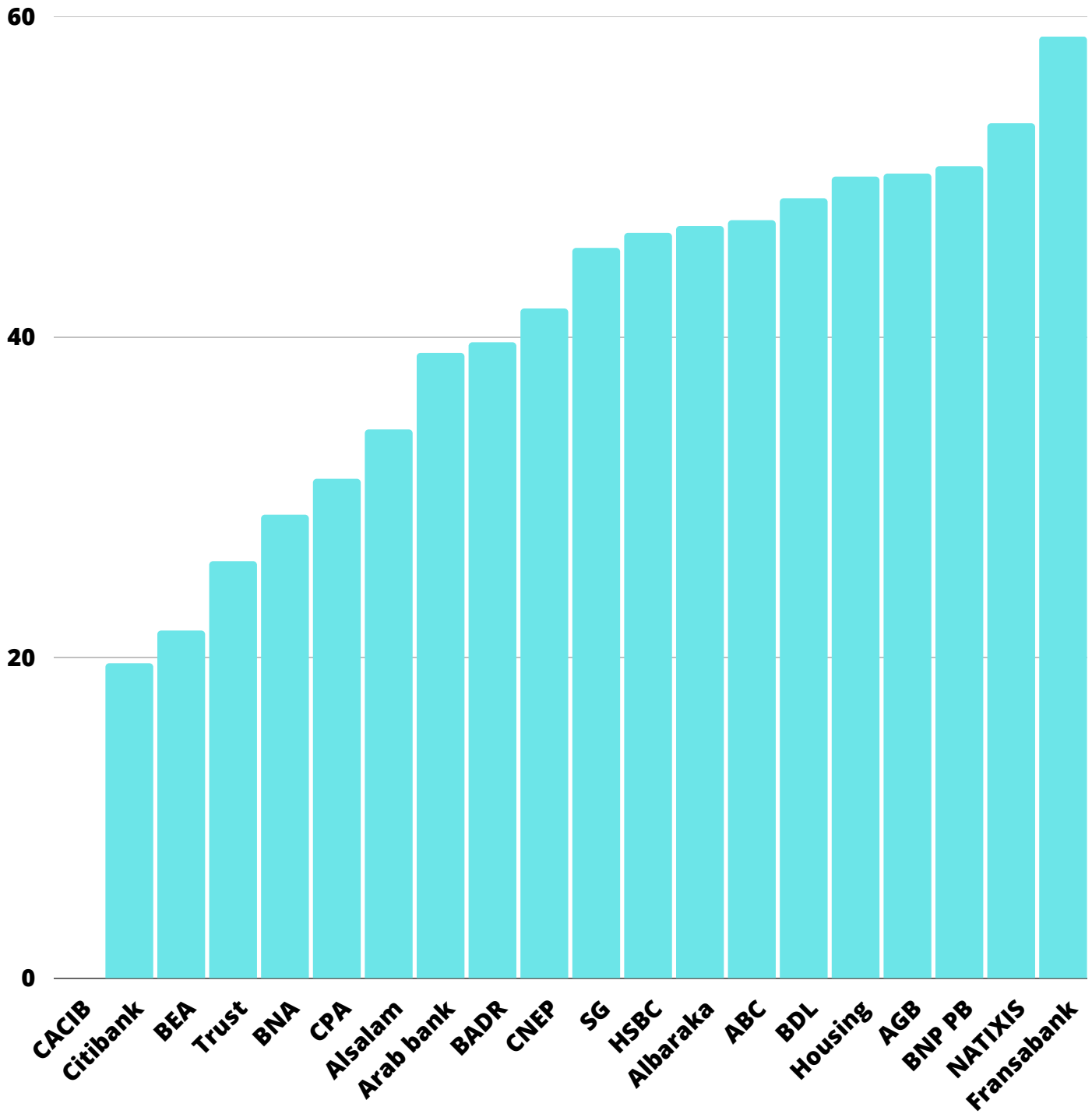
50

25

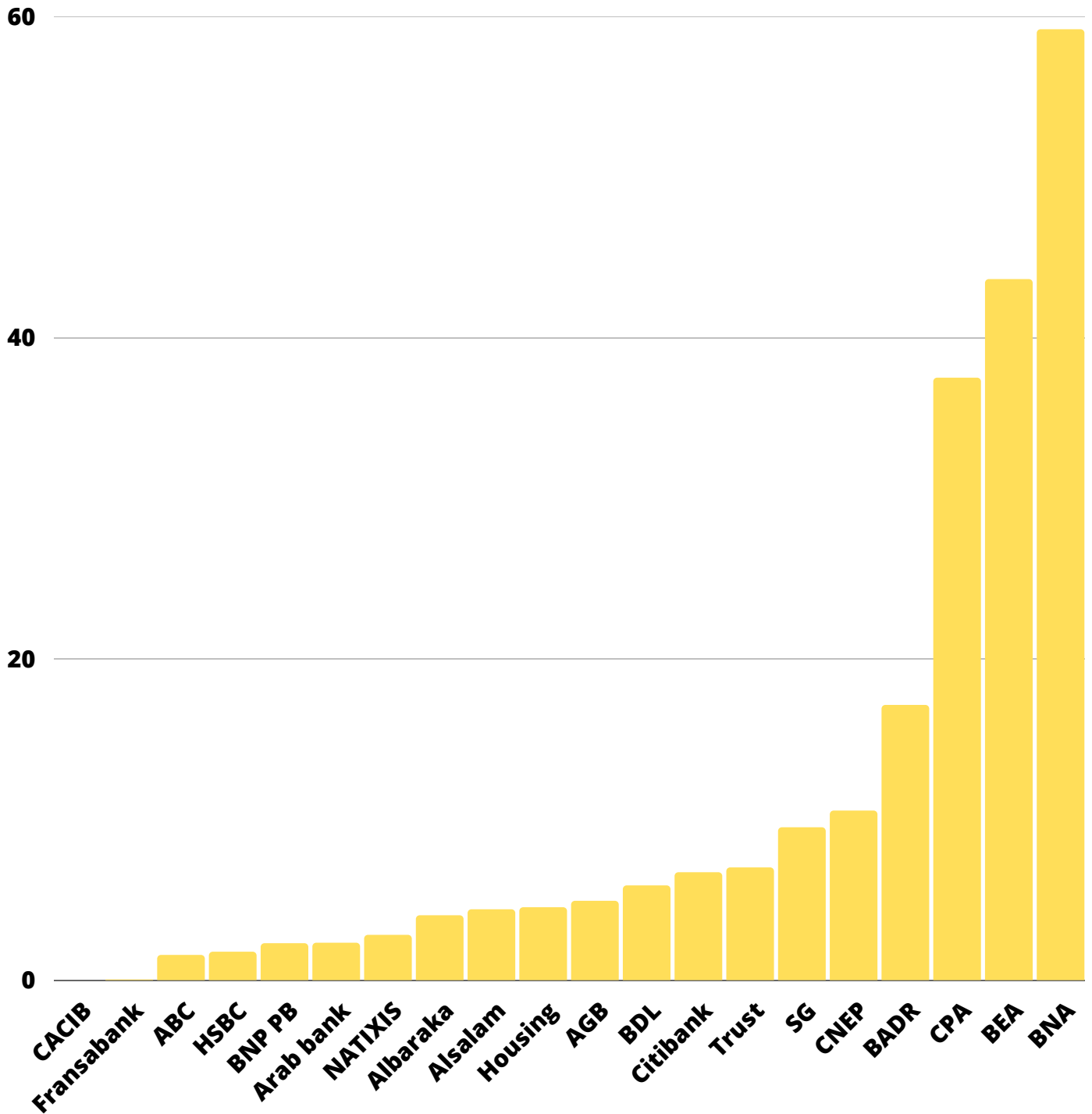
0

CACIB
Fransabank
Housing
HSBC
ABC
Arab bank
Albaraka
NATIXIS
Alsalam
BNP PB
AGB
Citibank
Trust
SG
BDL
CNEP
BADR
CPA
BNA
BEA

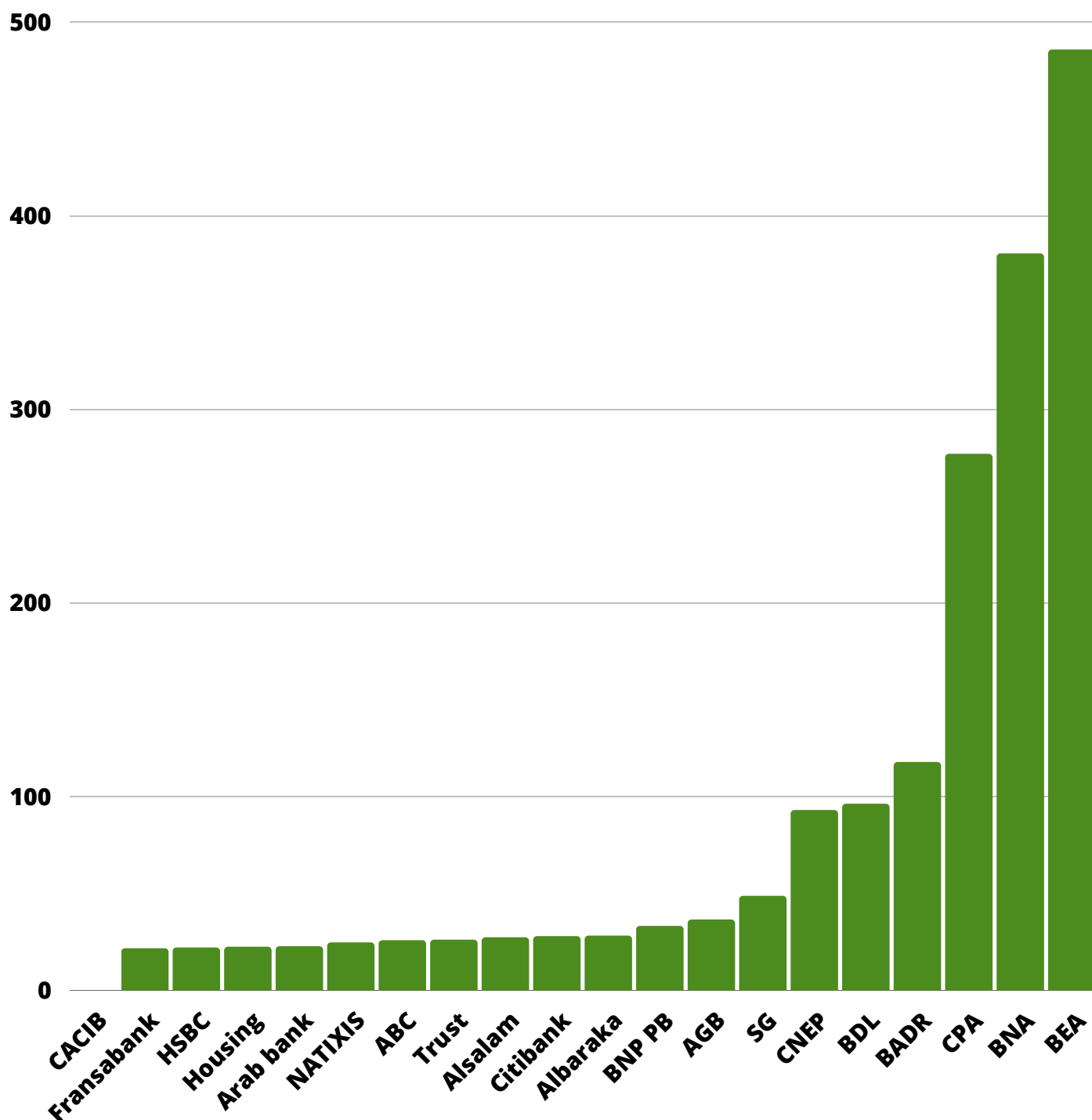
Comparaison COEF EXP



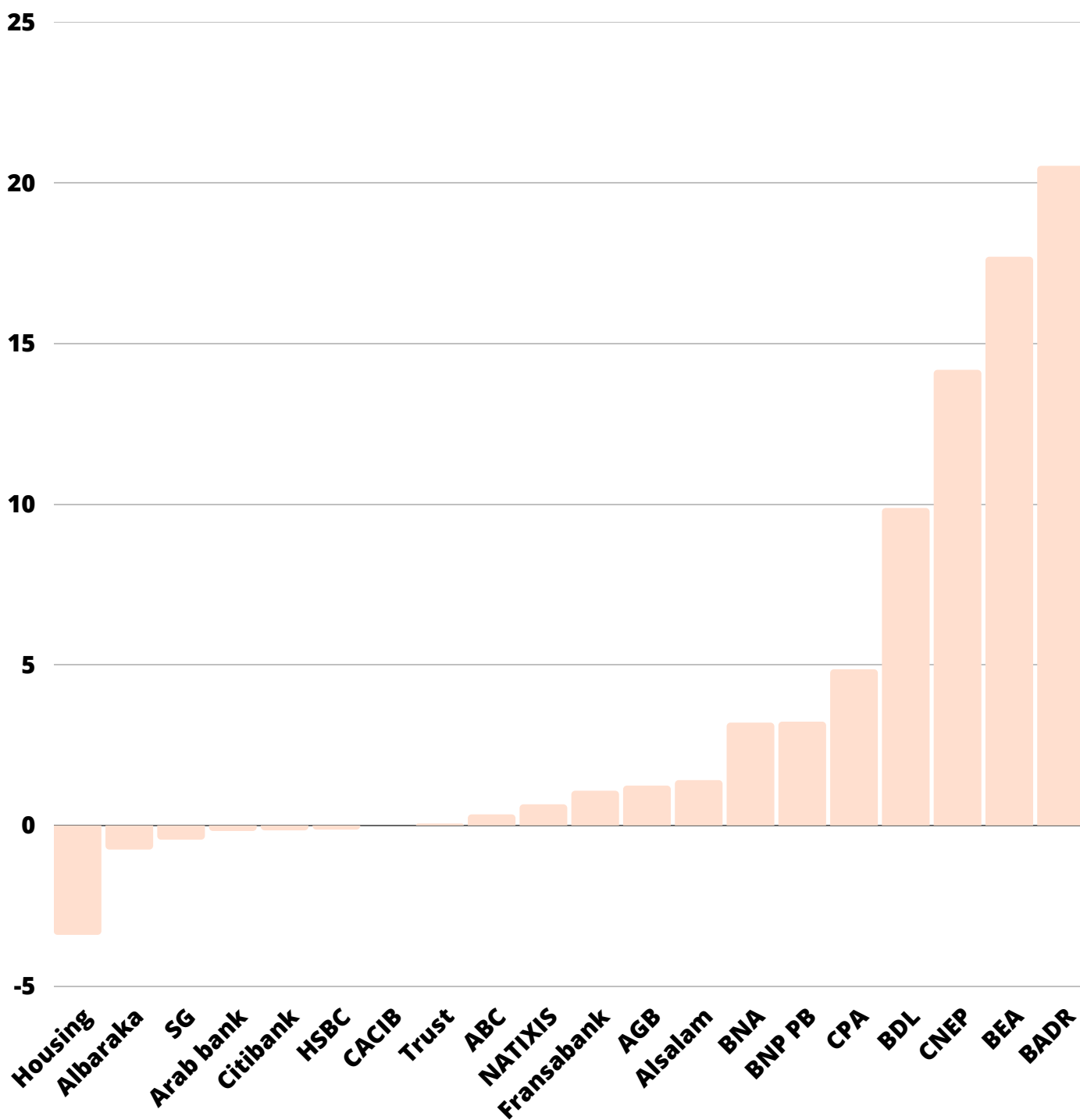
Comparaison Profit



Comparaison Fds Propres



Comparaison Prov nettes



Comparaison RoE

30

20

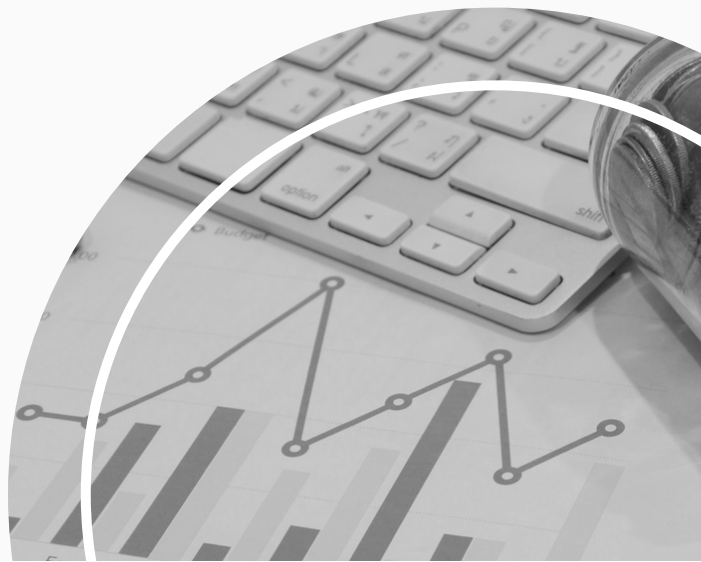
10

0

CACIB
Fransabank
ABC
BDL
BNP PB
HSBC
BEA
Arab bank
CNEP
NATIXIS
AGB
CPA
Albaraka
BADR
BNA
Alsalam
SG
Housing
Citibank
Trust



3 Principaux constats



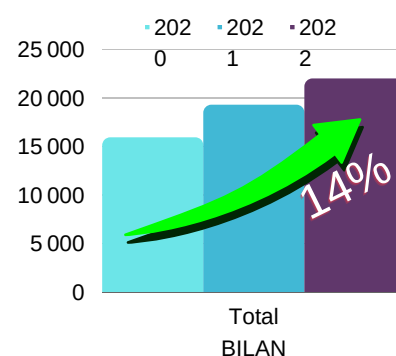
Principaux constats



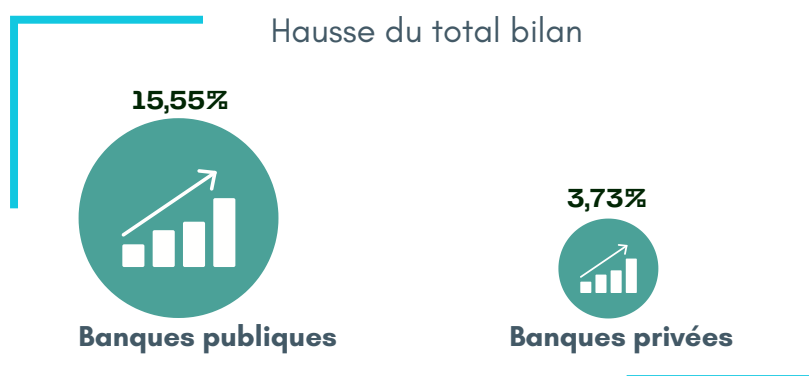
UN MARCHÉ QUI CONTINUE DE SE DISTINGUER PAR UNE FORTE MOBILITÉ DES BILANS

Le total de bilan de la place est de **22.003 milliards de DZD** à la fin de 2022, ce total de bilan était de **19.301 milliards de DZD** à la fin de 2021 et de **15.943 milliards de DZD** à la fin de 2020.

On observe donc une hausse de **+ 14 %** sur exercice 2022.



La croissance a été plus rapide pour les **banques publiques** : **+ 15.55 %** que pour les **banques privées** : **+ 3.73 %**



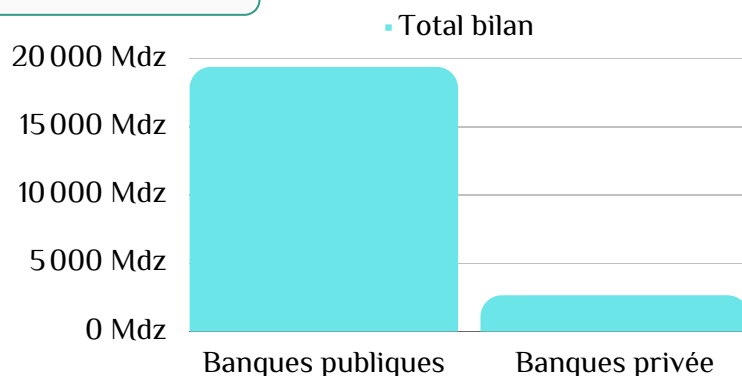
Notre secteur bancaire reste néanmoins de taille très modeste à environ **160 milliards de dollars** (22.003 milliards de DZD au taux de fin 2022 de 137.12 DZD/USD)

Principaux constats

2

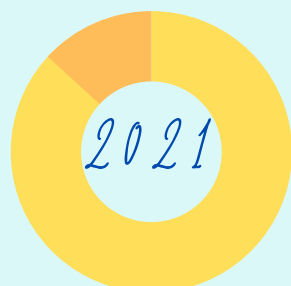
LES 6 BANQUES PUBLIQUES CONTINUENT DE DOMINER LE MARCHÉ

- Total de bilan des banques publiques : 19.366 milliards de DZD
- Total de bilan des banques privées : 2.638 milliards de DZD



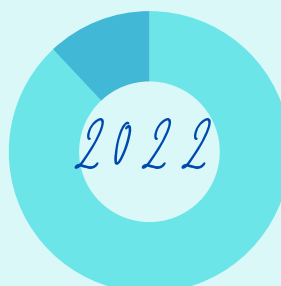
- Les banques publiques représentent 88 % du total de bilan de la place : proportion en hausse par rapport a 2021 qui s'affichait a 86.82 %

Banques Privées (Bilan)
13.2%



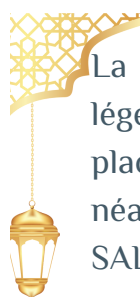
Banques publiques (Bilan)
86.8%

Banques Privées (Bilan)
12%



Banques publiques (Bilan)
88%

La plus petite banque publique (BDL) avec un total bilan de 1.513 milliards de dinars est plus de 3 fois supérieure a la plus grande banque privée (SOCGEN) qui dispose d'un bilan de seulement 441 milliards de dinars.



La part des **banques islamiques** est en léger recul a 2.45 % du total de bilan de la place contre 2.70 % en 2021. A relever néanmoins un dynamisme plus fort chez AL SALAM BANK (en hausse de 12 % en 2022) que chez el baraka (en baisse de 3.8 % en 2022)

Principaux constats

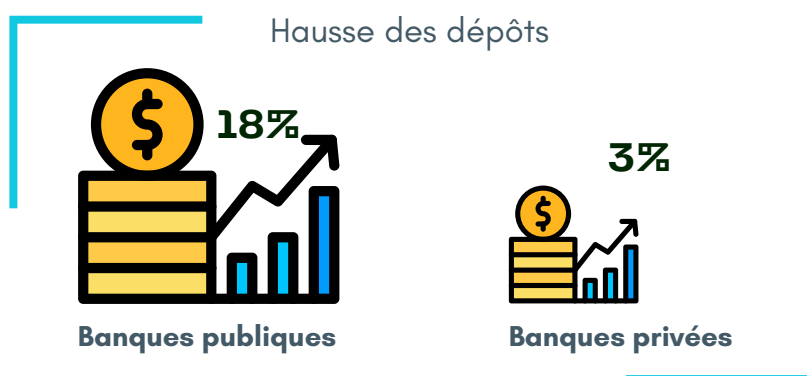
3

LA FORTE MOBILITE DES BILANS CACHE DES EVOLUTIONS CONTRADICTOIRES TRES SIGNIFICATIVES

3.1 - AUGMENTATION DES DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

LES DEPOTS DE LA CLIENTELE AUGMENTENT SENSIBLEMENT DE 15.64 %

Cette croissance a été marquée par des tendances divergentes entre les banques publiques, affichant une **hausse de 18 %**, et les banques privées, qui ont enregistré une croissance plus modeste de 3,40 %.



Cette dynamique peut être principalement attribuée à la hausse significative des dépôts au sein de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), avec une augmentation de 30,28 % par rapport à l'année précédente, représentant une augmentation de 886 milliards de dinars algériens. Cette augmentation substantielle des dépôts à la BEA est étroitement liée à la performance du secteur des hydrocarbures, contribuant ainsi à hauteur de 46,21 % à la hausse globale des dépôts observée au sein des banques publiques.

En contraste, les banques privées ont eu plus de mal à collecter des ressources, enregistrant une hausse de seulement 3,40 %, ce qui est nettement inférieur au taux d'inflation actuellement en vigueur.

Principaux constats

3.2 - STAGNATION DES PRÊTS À LA CLIENTÈLE DANS LE SECTEUR BANCAIRE

Les prêts octroyés à la clientèle au sein de notre système bancaire ont enregistré une légère hausse de 1,89 %. Cette augmentation au sein des banques publiques été de 1,86 %, tandis que les banques privées ont connu une hausse de 2 %.



Hausse des prêts à la clientèle (toutes banques confondues)



Hausse des prêts à la clientèle (banques publiques)



Hausse des prêts à la clientèle (banques privées)

Il est à noter qu'une évolution notable s'est produite au niveau de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), où les prêts à la clientèle ont subi une sensible diminution de 8,53 % au cours de l'exercice 2022, passant de 1,641 milliards de dinars à la fin de 2021 à 1,501 milliards à la fin de 2022. À l'inverse, la Banque Nationale d'Algérie (BNA) a enregistré une croissance de 13 % de ses prêts, tandis que la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) a vu ses prêts augmenter de 10,21 %.

Cependant, l'activité de crédit a baissé aux guichets de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance (CNEP), de la Banque de Développement Local (BDL) et du Crédit Populaire d'Algérie (CPA).

Dans l'ensemble, malgré la hausse des dépôts constatée suite à l'amélioration des prix des hydrocarbures, cette augmentation ne s'est pas traduite par une hausse significative de l'activité de crédit dans notre économie.

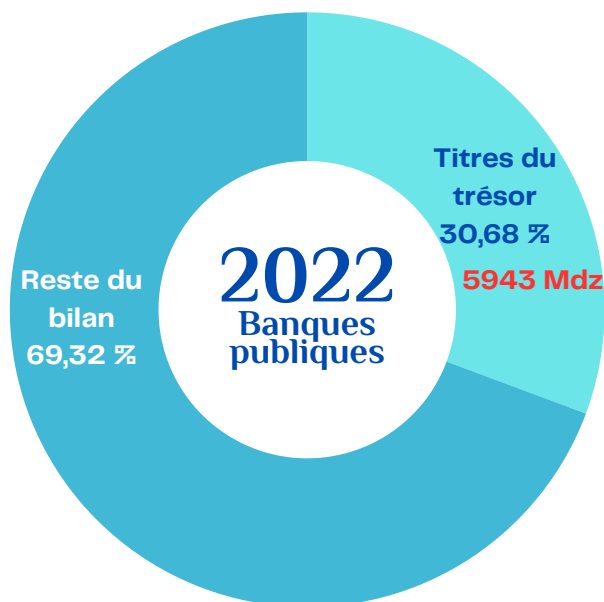
Ce constat soulève des interrogations quant à l'efficacité des banques dans la concrétisation du processus de relance économique prôné par les autorités.

Principaux constats

3.3 - ÉVOLUTION SENSIBLE DU PORTEFEUILLE DES BANQUES PUBLIQUES

La taille des portefeuilles de valeurs d'Etat détenus par nos banques publiques continue de croître et de représenter une part significative de leurs bilans.

Globalement , le montant des titres du Trésor et assimilables détenus par nos banques publiques est de 5943 milliards de dinars à la fin de 2022 soit 30.68 % du total de bilan de ces banques et 21.46 % du PIB du pays . Ce montant était de 4799 milliards de dinars à la fin de 2021 (environ 36 milliards de US\$) ce qui représentait 28.63 % du total de bilan de nos banques publiques



Pour rappel , ce montant n'était que de 1301 milliards de dinars à fin 2020 et ne représentait que 9.49 % des bilans

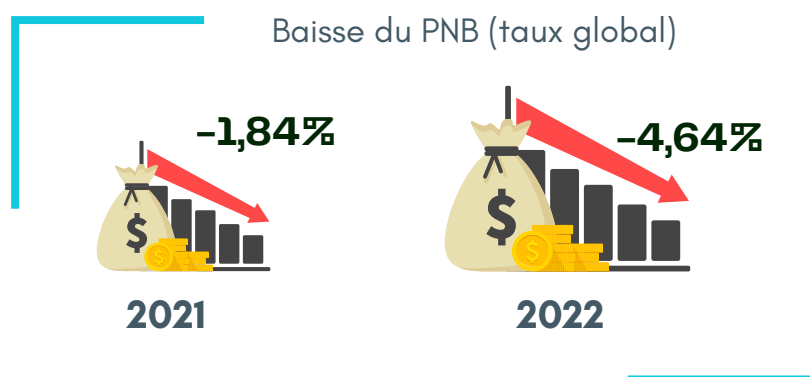
Malgré une amélioration sensible, pour certaines de nos banques publiques la proportion de bons du trésor dans les bilans reste très substantielle à la fin de 2022 notamment pour la :

- **BNA** : 2590.3 milliards soit 45.91 % du bilan contre 1924 milliards soit 42.95 % du bilan en 2021
- **BEA** : 1215 milliards soit 25.78 % du bilan contre 1133 milliards soit 27.18 % du bilan en 2021
- **CPA** : 753.5 milliards soit 22.38 % du bilan contre 642.7 milliards soit 20.63 % du bilan
- **CNEP** : 750 milliards soit 37.98 % du bilan contre 558 milliards soit 31 % du bilan en 2021
- **BDL** : 330 milliards soit 21.80 % du bilan contre 254.7 milliards soit 18.90 % du bilan en 2021
- **BADR** : 304 milliards soit 14.10 % du bilan contre 286 milliards soit 15.48 % du bilan en 2021

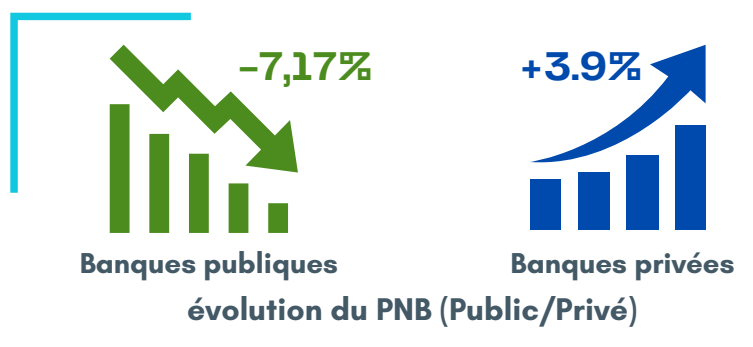
Principaux constats

3.4 - BAISSSE DU PRODUIT NET BANCAIRE DE LA PLACE

Le produit net bancaire (PNB), ou chiffre d'affaires, des banques a connu une baisse de 4,64 % en 2022, après une réduction de 1,84 % en 2021.



Cette baisse significative du PNB des banques publiques, qui a atteint 7,17 %, n'a pas été contrebalancée par la hausse de 3,90 % observée au sein des banques privées.



Il est à noter que le PNB de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a connu une forte réduction de 25,96 %, principalement en raison de l'augmentation marquée du coût des ressources, notamment la rémunération des dépôts de Sonatrach. De même, le PNB du Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a chuté de 14 %, tandis que celui de la Banque Nationale d'Algérie (BNA) a enregistré une baisse de 10,53 %.

Il est intéressant de noter que la baisse globale du PNB en 2022 faisait déjà suite à une diminution de 2 % par rapport à 2019.

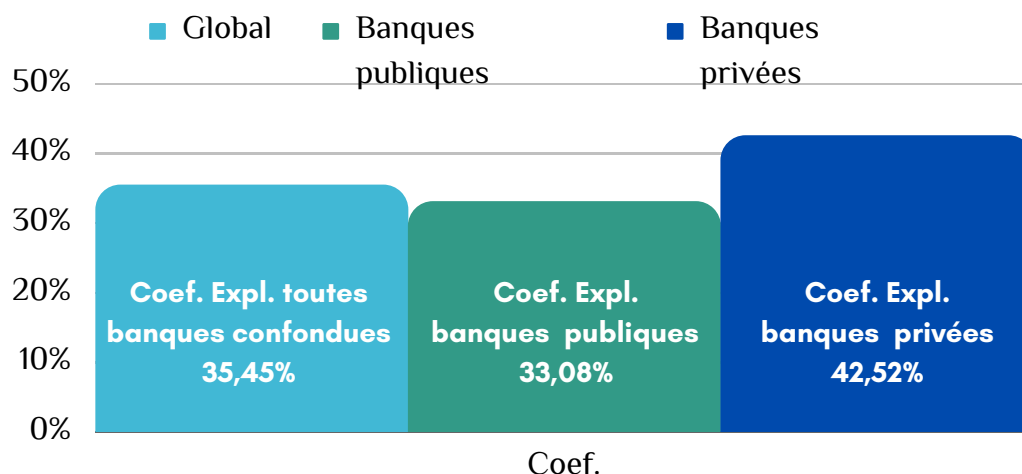
L'ensemble de ces indicateurs suggère que le marché bancaire est clairement en phase de récession.

Une question importante se pose : cette situation est-elle uniquement imputable à l'encadrement des taux d'intérêt et des commissions sur le commerce extérieur, ou y a-t-il d'autres facteurs sous-jacents à considérer ?

Principaux constats

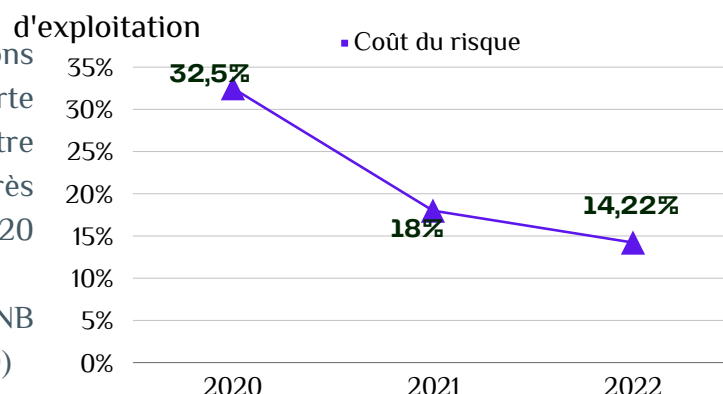
3.5 - RENTABILITE APPARENTE TOUJOURS FORTE ET DECOULANT NOTAMMENT D'UNE BAISSSE SENSIBLE DU COUT DU RISQUE

Les taux de coefficients d'exploitation demeurent faibles, à savoir 33,08 % pour les banques publiques et 42,52 % pour les banques privées. En moyenne, cela correspond à 35,45 %.
Pour mémoire, le coefficient d'exploitation est le rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire (PNB)

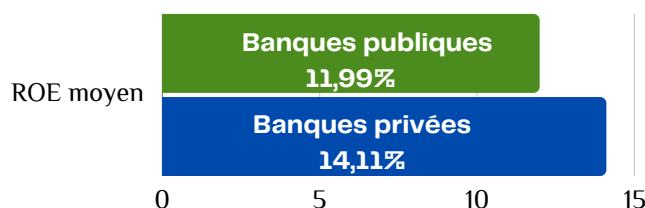


Le cout du risque mesure par les provisions nettes passées par les banques est en forte baisse de 26.16 % à 73.26 milliards contre 99.22 milliards de dinars en 2021. Et ce après les niveaux records de 178 milliards en 2020 et 187 milliards de 2019.

Le cout du risque s'affiche à 14.22 % du PNB de la place (18 % en 2021 et 32.50 % en 2020)



Cette baisse du cout du risque explique la hausse des profits de 6.31 % à 226 milliards de dinars et des ROE très appréciable : un ROE moyen de 11.99 % pour les banques publiques et de 14.11 % pour les banques privées



A noter qu'à fin 2022, la banque d'Algérie affiche un taux de provisionnement des créances classées de seulement 48.65 % pour les banques publiques contre 72 % pour les banques privées. Pour mémoire, le taux de créances classées est de 21.35 % chez les banques publiques et de 9.11 % chez les banques privées

Il reste donc du chemin à faire : nos estimations portent sur 949 milliards de DZD chez banques publiques et 38 milliards chez banques privées.

Les dispositifs aides restent notamment un vrai sujet.



QUELLES EVOLUTIONS ?

LES PRINCIPAUX QUESTIONNEMENTS

Il est difficile de faire une dichotomie entre économie financière et économie réelle. La situation actuelle du système bancaire reflète et accentue les dérèglements structurels de notre économie et de sa dérive budgétaire. Et nous ne pouvons pas ignorer le contexte macro-économique global.

La situation de notre secteur bancaire est symptomatique d'une économie qui a bénéficié d'une embellie financière externe Mais qui rencontre de gros soucis de relance de l'investissement productif.....absolument nécessaire à une relance de la croissance.

Notre secteur bancaire reste fragile et son intermédiation largement inefficace.

De plus, nos banques publiques sont de facto devenues des banquiers importants du trésor et seront donc de plus en plus sensibles à l'évolution de nos finances publiques et donc à l'évolution du cours de hydrocarbures.

Que se passera-t-il en cas de nouveau retournement abrupt du marché des hydrocarbures qui pourrait à la fois réduire la liquidité du marché et la capacité du trésor à faire face à sa dette ?

Une nouvelle et profonde crise de liquidité n'est pas une hypothèse à ignorer.

Plusieurs questions de fond restent posées:

- Les suites à donner au financement sans fin des déficits des entreprises publiques ?
- Le nécessaire traitement de nos finances publiques notamment la diversification des sources de financement du budget ?

La réforme du secteur bancaire est une nécessité incontournable, mais elle ne sera pas suffisante pour relancer une croissance pérenne et diversifier de notre économie si elle n'est pas accompagnée d'un programme cohérent de réformes structurelles dont elle est seulement une partie.

J'aimerais rapidement évoquer et soumettre aux débats trois des sujets de l'heure :

1. L'inclusion financière
2. L'ouverture du capital des banques publiques
3. La gouvernance des banques publiques et la séparation proclamée des fonctions de président du conseil d'administration de celles de directeur général

1 - L'INCLUSION FINANCIÈRE

Doit-on parler d'amélioration de l'inclusion financière ou de réduction de la des inclusions financières ?

La circulation fiduciaire hors banques évaluée à 7393 milliards de dinars reste élevée à 32 % de la masse monétaire mesurée par m2 (26.7 % du Pib).

On observe un phénomène bien connu : salaire vire sur un compte bancaire ou auprès d'Algérie poste le 24 du mois au matin et retrait de la totalité de la somme le 24 l'après-midi ou le 25.

Nous sommes largement en face d'un souci de fuite vers le cash.

Deux axes d'effort m'apparaissent importants :

- Le développement des paiements électroniques
- Les produits d'incitation à l'épargne

Le développement des paiements électroniques

Près de 14.000.000 de cartes bancaires sont en circulation.

Près de 50.000 TPE ont déjà été déployés.

Les cartes sont largement sous et mal utilisées : 1 /3 des cartes sont utilisés et en gros 95 % des transactions portent sur des retraits de cash.

La matière est bien là : comment inciter à une meilleure utilisation ?

Le souci fiscal et la transparence : prévoir des incitations fiscales pour les petits commerces de proximité.

Stations natal7 millions de véhicules

Rendre obligatoire les paiements par internet : Sonelgaz, SEAL et les impôts

Les produits d'incitation à l'épargne

L'intervention annuelle de l'état sur concours budgétaires dans le financement du logement a été de 600 à 650 milliards de dinars au cours des 10 dernières annéesest-ce soutenable et pérenne dans la durée ?

La réduction de cette dépendance budgétaire passe par le rétablissement d'un lien entre effort préalable d'épargne et accès au logement avec le développement de produits de collecte attractifs, équitables et crédibles.

Une telle démarche présenterait un double avantage :

- Un effet positif sur les finances publiques en réduisant le financement par le trésor.
- Un ralentissement du phénomène de des inclusion financière par une incitation à l'épargne

2 - L'OUVERTURE DU CAPITAL DES BANQUES PUBLIQUES

Sur ce volet, de nombreuses questions restent en suspens :

-Quelles sont les objectifs visés par cette ouverture ?

- Amélioration de la gouvernance et de l'efficacité du management ?
- Amélioration du cadre institutionnel interne avec une accélération de la numérisation-digitalisation ?
- Lever des ressources pour le trésor ?
- Eliminer le recours aux finances publiques observé dans le passé pour des recapitalisations ou rachats de créances improductives ?
- Accroître la profondeur de notre marché boursier ?

-Qu'est-ce qui est prévu pour que les nouveaux actionnaires puissent concourir à la réalisation des objectifs visés ? Réorganisation des conseils d'administration ?

-Quelles sont les cibles ?

- Grand public ?
- Institutionnels ?

-Quel business plan affiche pour les futurs actionnaires ? Quelle communication pour convaincre ?

-Quelle capacité d'absorption du marché pour une première opération qui pourrait porter sur 100 à 120 milliards de DZD ?

-Quels sont les résultats des évaluations qui ont été menées ?

Les délais affichés sont très courts et le mode opératoire est pour le moins surprenant.

Pour faire simple, le processus n'a pas été suffisamment mature



3 - GOUVERNANCE ET SÉPARATION DES FONCTIONS

La séparation des fonctions de "Président du conseil d'administration et de Directeur général" annoncée par le ministère des finances en mai 2021 comme la panacée à l'amélioration de la gouvernance de nos banques publiques.

Où en sommes-nous plus de deux années après cette annonce ?

Par ailleurs, où en sommes-nous quant à l'installation d'administrateurs indépendants au sein de conseil d'administration ?

Il y a plus de 40 années un professeur à l'université d'Alger nous recommandait de ne pas confondre l'emballage et le produit....J'ai retenu la leçon.

Tadjeddine & Partners

CONNECT WITH US



Tel : 05 50 93 92 91 / 05 60 40 34 05

Envoyez-nous un message
info@tadjeddine-partners.com

www.tadjeddine-partners.com